

LES WARRANTS INDUSTRIELS

Le Warrant Pétrolier
Le Warrant sur stock de guerre
Le Nouveau Warrant Industriel

Thèse pour le Doctorat

présentée le Mercredi 4 Décembre 1940

PAR

Jean BERNARD

MEMBRES DU JURY

Président	M. Maurice PICARD, <i>professeur.</i>
Suffragants	MM. LE BALLE, <i>professeur.</i>
	RAULT, <i>professeur à la Faculté de Droit de Lille.</i>

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS - ADMINISTRATEURS

20, Rue Soufflot, 20

1 9 4 0

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.***

UNIVERSITE DE PARIS - FACULTE DE DROIT

LES WARRANTS INDUSTRIELS

Le Warrant Pétrolier
Le Warrant sur stock de guerre
Le Nouveau Warrant Industriel

Thèse pour le Doctorat

présentée le Mercredi 4 Décembre 1940

PAR

Jean BERNARD

MEMBRES DU JURY

Président . . .	M. Maurice PICARD, <i>professeur.</i>
Suffragants . . .	MM. LE BALLE, <i>professeur.</i>
	RAULT, <i>professeur à la Faculté de Droit de Lille.</i>

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS - ADMINISTRATEURS

20, Rue Soufflot, 20

1 9 4 0



A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552808_0033

INTRODUCTION

Nous nous proposons d'étudier dans cet ouvrage les warrants pétroliers, les warrants sur stocks de guerre et les nouveaux warrants industriels, créés respectivement par la loi du 21 avril 1932, le décret du 24 juin 1939 et la loi du 12 septembre 1940.

Ces warrants, conçus et réalisés sur le modèle des warrants agricoles de la loi de 1906 et du warrant hôtelier de la loi de 1913 ont le même but que les précédentes institutions qui est de procurer du crédit à leur titulaire.

Cependant, les institutions récentes que nous étudions se distinguent des premières par leur nature propre : l'agriculteur, l'hôtelier sont admis, dans leur seul intérêt, à warranter les meubles qu'ils donnent en gage afin de se procurer des ressources immédiates tout en conservant la possession de ces meubles dont ils ont besoin pour la conduite de leur exploitation.

L'importateur ou le raffineur de pétrole, l'industriel, warrantent des produits dont l'existence est nécessaire aux besoins de la défense nationale et qui, dès lors, sont l'objet du contrôle et même de l'intervention de l'Etat.

Enfin, le titulaire de la lettre d'agrément délivrée conformément aux dispositions de la loi du 12 septembre 1940 warrante des produits qu'il est « invité » par le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Pro-

duction industrielle et au travail, à fabriquer, en vue de satisfaire aux besoins du ravitaillement du pays.

Avant d'entreprendre l'étude de ces différents warrants, il convient de se demander pourquoi l'Etat a été amené à constituer, dès le temps de paix, des stocks et d'exposer les raisons pour lesquelles il a créé ces warrants. Ceci nous conduira à indiquer dans ses grandes lignes la politique qui a été suivie en cette matière par la France.

La guerre a pour effet d'accroître dans des proportions énormes la consommation des produits nécessaires à la fabrication des armements. L'intensification de cette fabrication ne peut être réalisée que si les usines sont équipées et outillées en conséquence et que si les industriels disposent des produits qui leur sont indispensables.

Or, la France, comme la plupart des pays européens, est tributaire de l'étranger pour son ravitaillement en matières premières, notamment en charbon, caoutchouc, coton, pétrole ou carburants. Les achats de ces matières premières s'avèrent difficiles en temps de guerre pour plusieurs raisons. L'état d'hostilité oblige le Gouvernement à effectuer des importations considérables qu'il y a intérêt à réduire le plus possible, surtout lorsqu'elles entraînent des sorties d'or ; les communications avec les pays exportateurs, si elles ne sont pas coupées, sont souvent rendues difficiles par l'état de blocus ; l'Etat est appelé à se servir de tous les moyens de transport, ferroviaires, maritimes et routiers qu'il a à sa disposition pour faciliter les déplacements de l'armée

(sinon ceux de la population civile) et assurer le ravitaillement général du pays.

Quelques chiffres suffisent à montrer l'état de dépendance dans lequel se trouve notre pays vis-à-vis de l'étranger, en ce qui concerne les produits pétroliers. En période de paix, la consommation annuelle de la France s'élève à plus de 4.000.000 de tonnes. Pour faire face à cette consommation, notre pays ne dispose que des gisements de Pechelbronn et de Gabian, dont les productions respectives atteignent seulement 75.000 et 900 tonnes.

Nos importations représentent les 98 % de nos besoins en carburants. Cette situation n'est pas particulière à la France. L'Allemagne, malgré les sacrifices gigantesques qu'elle a faits dans le domaine des carburants de synthèse, n'a jamais pu se passer de l'étranger en ce qui concerne les carburants lourds tels que le gaz-oil et le fuel-oil. L'Angleterre, elle-même, bien que d'une richesse exceptionnelle en houille, souffre d'une pénurie complète de ressources pétrolières.

Elle a, il est vrai, à sa disposition, des gisements extrêmement importants, mais ces gisements sont dispersés dans l'Empire Britannique et dans les différentes parties du monde. Ses intérêts pétroliers se trouvent, en effet, en Irak, en Perse, en Birmanie, aux Indes Néerlandaises, aux Antilles anglaises, en Amérique du Sud, c'est-à-dire qu'ils sont extrêmement lointains.

La politique française a consisté à obliger les importateurs de matières premières indispensables à

la Défense Nationale, à constituer des stocks dont l'Etat a la libre disposition, lorsque les circonstances extérieures l'exigent.

Cette politique présente plusieurs avantages. Elle ne coûte rien à l'Etat. Elle permet de disséminer les stocks dans de petits ou moyens dépôts, éloignés les uns des autres et répartis sur tout le territoire, ce qui leur permet d'être moins repérables et vulnérables.

Elle offre, par contre, un inconvénient sérieux. celui de n'être pas secrète ; elle étale, en effet, au grand jour, les chiffres concernant les stocks, bien que ces chiffres présentent un intérêt militaire indéniable. Elle impose, en outre, des charges disproportionnées à l'industrie pétrolière et, par voie de conséquence, aux consommateurs.

L'Allemagne a adopté, quant à elle, un système tout à fait différent. Dans ce pays, la constitution des stocks de réserve est considérée comme une affaire des autorités militaires. Le haut commandement fait construire des réservoirs, en détermine le lieu d'emplacement et la répartition. Il prend toutes mesures utiles en vue d'assurer la défense contre les bombardements. Lui seul achète les carburants et est à même de connaître les quantités mises en réserve.

Cette méthode est excellente du point de vue de l'armée, mais elle coûte extrêmement cher à l'Etat et celui-ci doit, pour la soutenir, inscrire des sommes énormes à son budget.

*
**

Il faut remonter au décret du 7 mai 1921 pour fixer l'origine de constitutions de stocks de réserve

en France. Le régime de liberté d'importation est institué sous réserve d'une autorisation qui n'est accordée qu'aux importateurs s'engageant à entretenir un approvisionnement égal au quart des quantités importées.

La loi du 10 janvier 1925 établit d'une façon définitive le régime des stocks et crée les autorisations générales d'importations qui sont accordées à toute personne ou société qui souscrit à l'engagement de se conformer à l'obligation de constituer et de conserver à tout moment un stock de réserve représentant l'équivalent, par catégorie de produits du quart des quantités déclarées pour la consommation au cours des douze mois précédents (1).

C'est la fin du régime de la liberté d'importation. Cependant cette loi n'atteint pas immédiatement son but et la loi du 30 mars 1928 crée, à côté des autorisations générales, des autorisations spéciales réservées aux importations de quantités supérieures à 300 tonnes par mois, et soumises à des garanties particulières.

L'obligation de stockage fut aggravée par la loi du 10 janvier 1932 et la loi du 14 avril de la même année exigea la justification des moyens de stockage de réserve. Cette mesure atteignit surtout les titulaires d'autorisations générales qui étaient parvenus

(1) L'article 1^{er} de la loi du 10 janvier 1925 prévoit que les importateurs en gros de pétrole sont soumis au régime de l'autorisation générale.

Est considérée comme importation en gros toute importation égale ou supérieure à 1.000 kgs et toute importation égale ou supérieure à 15 tonnes par mois.

pratiquement à se soustraire à l'obligation du stockage. Les raffineurs cependant ne s'estimèrent pas satisfaits ; les titulaires d'autorisations générales étaient trop nombreux et leur faisaient une concurrence redoutable.

Les auteurs du décret du 8 août 1935 prirent alors une mesure radicale : ils supprimèrent les autorisations générales et ne laissèrent plus subsister que les autorisations spéciales.

Ainsi à partir de cette date toute importation en gros de pétrole brut, telle que celle-ci est définie à l'article 1^{er} de la loi du 10 janvier 1925, ne peut plus être effectuée qu'en vertu d'autorisations spéciales délivrées conformément à la loi du 30 mars 1928.

Un décret du 24 mai 1936 porta le minimum des stocks que devaient constituer les importateurs, de 25 à 33 %. « Le chiffre de 33 % a été encore augmenté » par les décrets du 1^{er} août 1937 et du 19 mars 1938.

Il est actuellement de 40 % pour l'essence et de 45 % pour le gas-oil (2). »

*
**

En obligeant les titulaires d'autorisations spéciales d'importation de pétrole et les titulaires des conventions passées avec l'Etat, en vertu de l'article 8 du décret-loi du 2 mai 1938, à constituer des stocks de réserve importante, la loi contraint les intéressés à faire des avances de fonds considérables. Or, si

(2) Robert Didion, « Le régime des entrepôts d'hydrocarbures ». Thèse, Paris, 1939.

ces avances peuvent être supportées sans trop de difficultés par des groupements économiques qui disposent d'une grande puissance financière, il n'en est pas de même des industriels qui ne possèdent pas la même puissance. L'objet du warrant pétrolier et du warrant sur stocks est de permettre à ces industriels d'importer du pétrole ou de participer aux conventions passées avec l'Etat en vue de réaliser un programme de Défense Nationale.

Le premier de ces warrants peut être considéré comme une mesure de défiance à l'égard des trusts étrangers qui ne se sont d'ailleurs pas mépris sur son objet ; le second, comme une démocratisation des crédits de l'Etat, nécessaire à l'exécution d'un programme de Défense Nationale dont la réalisation réclame la collaboration des énergies industrielles sans exception.

Le troisième représente un moyen pratique et peu onéreux pour l'Etat de financer un plan de redressement économique avec la participation de tous les industriels.

PREMIÈRE PARTIE

LE WARRANT
PÉTROLIER

CHAPITRE PREMIER

ÉLABORATION DE LA LOI DU 21 AVRIL 1932

L'élaboration de la loi du 21 avril 1932 n'a pas une longue histoire.

Le 15 février 1932, M. Jean Bosc, Sénateur du Gard, dans la *Revue politique des Idées et des Institutions*, exposait les raisons qui avaient amené ses collègues, MM. Edouard NÉRON, Sénateur de la Haute-Loire, Maurice TOY-RIONT, Député des Hautes-Alpes et lui-même, à déposer sur le Bureau du Sénat, à la séance du 28 janvier 1932, une proposition de loi tendant à créer des warrants pétroliers.

Les motifs de la création de cette loi, qui fut adoptée sans difficulté, étaient justifiés, ainsi que l'écrivait M. Jean Bosc, non seulement dans l'intérêt de la politique pétrolière de la France, mais aussi parce que les Sociétés ayant obtenu l'autorisation spéciale d'importation pourraient diminuer dans une très sensible mesure, leur capital social grevé d'immobilisations improductives ayant pour conséquence de créer une inutile majoration de notre devise nationale.

Nous allons, dans ce chapitre, retracer dans un ordre chronologique, les travaux préparatoires qui devaient aboutir au vote de la loi du 21 avril 1932.

SECTION I

Les Travaux Préparatoires

A. — LA PROPOSITION DE LOI DE MM. JEAN BOSC, NÉRON ET TOY-RIONT

Présentée par MM. Jean Bosc, NÉRON et TOY-RIONT, la proposition de loi créant les warrants pétroliers fut déposée sur le Bureau du Sénat le 28 janvier 1932.

Dans l'exposé des motifs, les signataires de la proposition firent valoir que les réalisations voulues par les auteurs des lois du 16 mars et du 30 mars 1928, dans l'intérêt de la défense nationale, et qui tendaient à rénover en France l'industrie du pétrole, sont rendues difficiles, sinon impossibles, du fait que les décrets d'application, relatifs à la construction de raffineries, n'avaient été promulgués que le 1^{er} avril 1928, c'est-à-dire à la veille de la crise économique mondiale.

La loi du 30 mars 1928 avait placé l'importation en gros des hydrocarbures sous un régime de monopole atténué.

Les personnes ou sociétés agréées par le gouvernement et ayant obtenu, par décret, la licence ou l'autorisation, avaient seules le droit d'importer.

En contre-partie de cette situation privilégiée les importateurs ou raffineurs étaient tenus de constituer des stocks de réserve légale, dont l'importance excédait, au 1^{er} janvier 1931, pour chacun des dérivés du

pétrole brut, le quart de la consommation annuelle de la France.

Il résultait de cette situation, pour l'industrie pétrolière, une immobilisation de capitaux considérables qui, au 1^{er} janvier 1932, représentait une valeur de 650.000.000 de francs.

Les signataires, d'autre part, soulignaient la nécessité vitale, pour le pays, du maintien des stocks de réserve légale .

C'est en vue d'alléger les charges énormes supportées par les intéressés du fait de cette obligation, que MM. Jean BOSC, NÉRON et TOY-RIONT, tout en sauvegardant le principe nécessaire du stockage, proposèrent la création d'un Warrant pétrolier, instrument de crédit, destiné à venir en aide aux importateurs et aux raffineurs, afin de leur permettre d'obtenir les prêts dont ils avaient besoin pour la bonne marche de leur industrie.

Cette mesure ne visait pas les petits importateurs, titulaires d'autorisations générales, dont les conditions plus aisées d'exploitation et d'entreposage ne justifiaient pas la même protection.

B. — RAPPORT DE M. MANCEAU AU SÉNAT

La proposition de loi dont nous venons de tracer les grandes lignes, fut examinée par la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Postes et présentée favorablement au Sénat par M. MANCEAU, rapporteur, à la séance du 10 mars 1932.

M. MANCEAU, après avoir exposé les idées domi-

nantes qui avaient déterminé ses collègues, MM. Jean Bosc, NÉRON et TOY-RIONT à proposer la création d'un warrant pétrolier, rappelle à la Haute Assemblée que, dans l'état actuel de la législation, les pétroles pouvaient être l'objet d'un warrantage dans les conditions de la loi de 1858 et être entreposés dans les magasins généraux du genre de celui de la Compagnie industrielle maritime au Havre.

Mais, seuls les petits importateurs pouvaient, sans inconvénient, pour eux, recourir à la forme première du warrantage commercial.

Par contre, un tel entreposage, pour les gros importateurs et les raffineurs, présentait toutes sortes d'inconvénients et était pratiquement impossible :

Les magasins généraux ne sont pas organisés pour recevoir des produits de cet ordre. Ces produits subissent, du fait de la stagnation une détérioration regrettable. Une matière aussi volatile que le pétrole serait, si elle était entreposée, exposée à subir des pertes appréciables. Enfin, si aucune mesure n'était prise, il devrait être procédé à la création de magasins généraux nouveaux, nécessaires à l'entreposage de quantités considérables de carburant et à leur aménagement spécial afin de recevoir des produits de cet ordre. Les lourdes dépenses occasionnées par cette entreprise seraient effectuées en pure perte puisqu'aussi bien, il existe en France de nombreux réservoirs susceptibles de recevoir les produits.

Pour toutes ces raisons, la commission proposa l'adoption de mesures propres à alléger les charges

découlant pour les importateurs et les raffineurs des obligations à eux créées par la loi du 30 mars 1928.

L'institution d'un warrant laissant les produits à la disposition de l'emprunteur était, après examen de la Commission, la solution satisfaisante qui permettrait de venir en aide efficacement à cette catégorie de producteurs.

*
**

C. — AVIS DE L'OFFICE NATIONAL
DES COMBUSTIBLES LIQUIDES

M. MANCEAU, prévoyant les objections qui ne manqueraient pas de s'élever au sujet du warrantage de stocks nécessaires au pays, faisait observer que l'institution du warrant pétrolier n'était pas de nature à compromettre les intérêts de la défense nationale.

L'Office National des Combustibles Liquides, consulté pour avis, répondit à la question posée dans les termes suivants :

« Il en est actuellement de même en cas de défaillance des titulaires d'autorisations spéciales. L'objection ne porte — mais elle porte effectivement — que dans la mesure où le titulaire d'autorisation trouvera dans la loi en projet de nouvelles facilités pour mobiliser ses stocks. Il ne faut peut-être pas exagérer le danger. Les défaillances, sous le nouveau régime, seront vraisemblablement tout aussi rares que sous le régime actuel. Les sanctions prévues par la loi du 30 mars 1928 et ses décrets

« d'application continueront d'ailleurs à s'exercer
« sur les titulaires d'autorisations spéciales (1). »

*

**

Si la Commission sénatoriale concluait à l'adoption d'un warrant pétrolier, par contre, elle rejetait l'institution d'un crédit pétrolier, prévu au Titre Deuxième de la proposition de loi.

Cet organisme devait répondre aux conditions suivantes :

« a) Connaître à fond le pétrole brut et ses
« dérivés ;

« b) Etre capable de suivre au jour le jour les
« variations de ces valeurs ;

« c) Etre capable d'organiser un contrôle effectif
« des stocks warrantés, tant au moment du prêt que
« par la suite ;

« d) Donner par ailleurs des garanties suffisantes
« tant au point de vue de sa solvabilité qu'au point
« de vue de son organisation et de sa gestion ;

« e) Pouvoir en cas de défaillance d'un importa-
« teur ou d'un raffineur intervenir au mieux des
« intérêts en jeu et sous réserve d'un accord à ce
« sujet avec les escompteurs pour la réalisation des
« stocks défaillants.

(1) L'Office a été supprimé par un décret en date du 20 mars 1939 (*J. O.*, 21-3-39). C'était une suppression de principe. L'Office ne dispose plus de budget spécial. Il est incorporé au budget général. Le décret du 6 mai 1939 (*J. O.* du 7 mai 1939) relatif au ravitaillement du pays en carburant porte rattachement à compter du 1^{er} juin 1939 de l'Office au Ministère des Travaux Publics qui est substitué à l'Office dans ses droits et obligations.

C'est une suppression effective.

« Cet organisme, qualifié « Crédit Pétrolier »
« aurait été ouvert à tous les propriétaires de stocks
« warrantables et son rôle bancaire devait se limiter
« à prêter à ses adhérents actionnaires sur leur war-
« rant pétrolier, à faire escompter ces warrants
« pétroliers par les établissements publics de crédit,
« en plus, à cautionner ses adhérents devant les
« administrations publiques, en général, et la
« douane en particulier.

« Il devait revêtir la forme d'une société à capital
« variable, bénéficiant d'une dérogation aux disposi-
« tions de l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867, en
« ce qui concerne la limitation du capital initial et
« des augmentations de capital et par ailleurs son
« régime se serait trouvé apparenté à celui des
« sociétés de cautions mutuelles créées par la loi du
« 13 mars 1917.

« Le Titre II de la proposition, malgré qu'il fût
« en étroite connexité avec le warrantage, ne fut
« pas retenu par la Commission du Commerce du
« Sénat. Le rapporteur M. MANCEAU souleva en effet
« les objections suivantes :

« En fait, écrit-il, le crédit pétrolier, étant donné
« que son capital n'excéderait pas le 1/10 des som-
« mes à emprunter sur les warrants pétroliers qui
« lui seraient présentés, ne saurait être lui-même le
« prêteur ; son rôle devrait obligatoirement se limi-
« ter à avaliser ou endosser les warrants pétroliers
« de ses membres, pour en permettre l'escompte par
« les établissements publics de crédit ; le capital du

« « Crédit Pétrolier » servant de caution à ces avals
« ou endos.

« Dans de telles conditions, le Crédit Pétrolier a
« exclusivement le caractère d'une société de cau-
« tion mutuelle. Votre Commission a estimé en con-
« séquence, qu'il était suffisant d'autoriser les inté-
« ressés à se prévaloir des dispositions du titre I de
« la loi du 13 mars 1917 (2). »

Le Titre II de la proposition fut supprimé et remplacé par un unique article, autorisant les titulaires d'autorisations d'importation de pétrole à se prévaloir des dispositions de la loi du 13 mars 1917 créant les sociétés de caution mutuelle.

Les articles 19 et 20 remplacèrent les articles 33 et 34 du titre II de la proposition de loi.

D. — RAPPORT DE M. JULIEN DURAND
A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Votée à l'unanimité à la séance du Sénat, la proposition fut transmise à la Chambre le 24 mars 1932 et adoptée par elle sur le rapport qui en fut fait au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie, par M. Julien DURAND, Député.

En examinant les considérations qui avaient motivé la conclusion du rapport de M. MANCEAU au Sénat, M. Julien DURAND exposa devant la Chambre les motifs qui avaient conduit les auteurs de la Proposition de loi à organiser un warrantage en faveur des titulaires d'autorisations spéciales, c'est-à-dire :

(2) Sénat, Rapport Manceau, n° 215. D. P., 1932, 4, p. 33.

a) des raffineurs.

b) des importateurs,

à l'exclusion des titulaires d'autorisations générales.

L'extension du principe des warrants agricole et hôtelier se justifiait, non seulement par elle-même, mais parce qu'elle répondait à une véritable nécessité.

En facilitant le warrantage de leurs pétroles, on permettait aux raffineries de mobiliser la valeur de leurs stocks dans des conditions présentant des garanties au moins équivalentes à celles que donne le warrantage en matière agricole.

M. Julien DURAND terminait son exposé en passant à l'examen des articles.

Nous puiserons dans les commentaires qu'il a fait à cet égard, la matière des observations que nous présenterons dans le deuxième chapitre de cette étude concernant l'économie du warrant pétrolier.

*
**

La proposition de loi de MM. Jean Bosc, NÉRON et TOY-RIONT, fut adoptée à la Séance de la Chambre du 31 mars 1932 et votée sans discussion ; elle fut promulguée le 21 avril 1932 (3).

SECTION II

Accueil fait à la loi du 21 avril 1932

La loi fut accueillie assez froidement dans cer-

(3) *J. O.*, 22 avril 1932, p. 4331.

tains milieux et fit l'objet d'assez vives critiques dès le dépôt de la proposition de loi.

Les adversaires de l'institution d'un warrant pétrolier — tout en admettant le fait de la situation difficile créée aux « pétroliers » par l'obligation du stockage de réserve légale et l'immobilisation de capitaux qui en résultait — soutenaient qu'il serait inexact de dire que les importateurs et les raffineurs appelaient la loi à leur aide pour trouver le crédit dont ils avaient besoin par le moyen du warrant pétrolier.

Aucune entreprise saine ne s'était jusqu'alors trouvée privée des avances de fonds nécessités pour les besoins des exploitations, les avances ayant toujours été consenties largement par les marchés financiers.

Seules, les entreprises pétrolières présentant une surface insuffisante et incapables d'obtenir des banques les crédits nécessaires à la marche de leurs exploitations, accueilleraient avec empressement une loi qui ne s'imposait pas et que les grandes entreprises n'avaient pas réclamée.

*
**

M. MANCEAU, Rapporteur de la proposition devant le Sénat, répondit à ces attaques quand il s'exprima ainsi :

« Il se peut, certes, que ceux de nos importateurs
« de pétrole brut, ou de ses dérivés ou résidus, qui
« ont à leur disposition la puissance financière des
« grands groupements pétroliers étrangers, estiment

« qu'en ce qui les concerne, les warrants pétroliers
« sont sans intérêt ; mais il n'y a pas qu'eux en
« France et toute opposition de leur part serait
« injustifiable, puisque ne warranteront leurs stocks
« que ceux qui le voudront. »

A cette appréciation qualifiée, M. Julien DURAND ajoutait : « En fait, les sociétés de raffinage à capital
« exclusivement français désirent ardemment la
« création des warrants pétroliers » (4).

La Proposition de loi, en écartant du bénéfice de ses dispositions les titulaires d'autorisations générales, ne nous semble pas avoir bien motivé l'exclusion prononcée pour ces derniers.

Les raisons données : le warrantage possible des produits dans les magasins généraux a en effet pour conséquence d'obliger cette catégorie d'importateurs à se dessaisir de la marchandise.

D'autre part, s'il est exact de dire que les titulaires d'autorisations générales obtiennent facilement, par décision préfectorale, l'autorisation de créer de nouveaux magasins généraux, s'il ne s'en trouve pas à proximité de leurs entreprises, il n'en est pas moins vrai que dans ces conditions les frais qu'ils exposeront à cette occasion créeront pour eux les inconvénients que la loi a écartés pour les titulaires d'autorisations spéciales.

A dire vrai, les petits importateurs étaient vus avec défaveur. Soucieux d'écarter les charges qui

(4) Rapport de M. Julien Durand à la Chambre. Documents Parlementaires, 1932, Annexe 6.915.

pesaient sur eux, ils étaient pratiquement parvenus à se soustraire à l'obligation du stock de réserve légale, par suite du manque de contrôle exercé sur leurs activités.

Nous savons que la loi de 1935 mit fin au régime des autorisations générales et que toutes les importations, désormais, furent soumises aux modalités des autorisations spéciales.

En fait, depuis l'unification du système, le warrant pétrolier est devenu accessible à tous les importateurs en gros de pétrole.

Nous ne croyons pas sans intérêt en terminant ce chapitre de citer un extrait des Délibérations de la Chambre de Commerce de Douai (séance du 26 mars 1932), relatives à la création d'un warrant pétrolier :

« La Chambre de Commerce de Douai, considérant que l'usage du warrant pourra apporter à l'industrie du pétrole de nouvelles facilités ;

« Regrettant que des mesures analogues permettant la constitution d'un gage sans déplacement de possession, ne soient pas généralisées dans le même texte législatif à d'autres denrées telles que sucres, mélasses, alcools, etc...

« Emet le vœu :

« ... Que la proposition de loi créant les warrants pétroliers soit retenue sous réserve que leur usage en demeure facultatif et que les intérêts de la Défense Nationale... soient entièrement sauvegardés. »

CHAPITRE II

ÉCONOMIE DU WARRANT PÉTROLIER

Cette nouvelle institution, à l'image de celles qui l'avaient précédée dans la conception juridique d'un warrantage laissant les produits, objets de l'opération, à la disposition de l'emprunteur, a soulevé, comme les précédentes, de semblables controverses au sujet de la nature juridique du contrat de warrant.

On se souvient que les auteurs de la loi de 1898 étaient parvenus, en fait, en créant le warrant agricole, à dégager la notion d'un gage sans dépossession du débiteur.

M. CHASTENET, Rapporteur à la Chambre de la loi de 1898, s'exprimait ainsi :

« Il est facile, en outre, d'analyser l'opération
« juridique : les produits engagés ayant leur repré-
« sentation légale dans le warrant, la remise au
« créancier de ce titre représentatif peut constituer
« la tradition qu'exigent les principes en matière de
« constitution de gage (1). »

On voit s'il était et s'il est exact de dire que les produits engagés ont leur représentation légale dans le warrant, par contre, il n'est pas possible de considérer que ce titre constitue la tradition exigée

(1) Rapport Chastenet, annexe au procès-verbal. Séance du 3 décembre 1897, n° 2369.

par les principes généraux du droit en matière de constitution de gage.

Sans vouloir nous étendre sur un sujet qui a fait l'objet de maintes controverses et a été longuement étudié, nous ne pouvons, pour notre part, que nous ranger à l'opinion des auteurs qui considèrent le contrat de gage sans dépossession comme une survivance de l'hypothèque mobilière de l'ancien droit (2) :

« La législation récente a réussi à créer des hypothèques mobilières présentant la plupart des caractères de l'hypothèque immobilière : constitution du droit par la volonté des parties, absence de dessaisissement du débiteur, existence d'une publicité, classement par ordre de date ; elles s'en éloignent toutefois par le caractère mobilier de la chose offerte en garantie et aussi par le fait que pour certains, le droit de suite est paralysé par l'article 2279.

« Cette résurrection de l'hypothèque mobilière s'est produite dans deux cas :

« 1° Lorsqu'un meuble a, par un classement administratif qui assure son individualisation, une situation juridique fixe, de telle sorte que la publicité des charges réelles peut être organisée au lieu où s'exerce la surveillance administrative : en pareil cas, le législateur n'a pas craint de rompre ouvertement avec la vieille règle que les meubles

(2) Lacour et Bouteron, « Précis de droit commercial », 3^e édit., tome I, n^{os} 879 et 921. Josserand, « Cours de droit civil positif français », 2^e édit., tome II, n^o 1.666. Planiol, « Traité élémentaire de droit civil », 2^e édit. par Ripert, tome II, n^o 2.710.

« ne sont pas susceptibles d'hypothèque et ainsi ont
« été créés l'hypothèque des navires, des bateaux de
« rivière, des aéronefs.

« 2° Lorsque le meuble, bien que resté en la pos-
« session du débiteur, est assez important et de vente
« assez difficile pour que le créancier ait de grandes
« chances de le retrouver et que le débiteur lui-
« même, par sa situation, ne soit pas amené à dispa-
« raître. Ainsi ont été créés le nantissement des
« fonds de commerce, les warrants agricoles... (3). »

Analyser l'institution du warrant en un contrat de gage sans dépossession du débiteur est tout à fait contraire aux principes du droit.

Le gage, en droit français, comme en droit romain, suppose essentiellement la remise de la chose au créancier. La tradition doit être effective, réelle, ainsi que l'exigent les articles 1141 et 2076 du Code Civil.

Le droit romain, pour la constitution du gage, a toujours affirmé l'obligation de la remise effective de la chose. L'œuvre du prêteur fut bien d'instituer un gage sans dessaisissement du débiteur. Il s'appliquait aux meubles de la ferme, mobilier, esclaves, bétail, instruments aratoires, qui pouvaient être affectés au paiement de la dette du fermier envers son propriétaire. Mais, en réalité, il s'agissait là d'une variété d'hypothèque mobilière. Le gage était suivi par le créancier en quelque main qu'il se trouvât.

(3) Planiol et Ripert, « Traité de droit civil français », (t. XII, 254). 256 par Becqué.

Il n'y a pas, non plus, comme on a voulu le voir dans cette législation, un privilège conventionnel (4). La loi ne permet pas aux contractants d'établir, en dehors d'elle, de tels privilèges par la convention des parties, et, en conséquence, le droit de suite qui est attaché à ce privilège.

Les auteurs de la loi de 1898 ont fait revivre sans le vouloir l'hypothèque mobilière de notre ancien droit à laquelle est assorti le droit de préférence. Le créancier, porteur du warrant, acquiert un droit réel sur les produits warrantés et il a un droit de préférence ; la loi lui donne le droit d'être « payé « directement de ses créances sur le prix de vente, « par privilège et de préférence à tous ses créanciers ».

Le warrant sans dépossession du débiteur est donc très semblable à l'hypothèque imparfaite de l'ancien droit ; il y manque le droit de suite. En cas de détournement des produits, objets du warrantage et s'ils ont été, par exemple, vendus à un acheteur de bonne foi, le créancier n'a plus qu'une action personnelle contre le débiteur.

La loi du 21 avril 1932, inspirée des précédentes lois sur les warrants agricole et hôtelier, en a limité l'application aux seuls produits du pétrole brut et de ses dérivés.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi : « Les détenteurs de stocks de pétrole brut ou de dérivés et « résidus de pétrole brut, titulaires d'autorisations

(4) Durand, « Le crédit agricole », n° 690.

« spéciales d'importation créées par la loi du 30 mars
« 1928 peuvent warranter ces stocks en garantie de
« leurs emprunts tout en en conservant la garde dans
« leurs usines ou dépôts ».

SECTION I

Conditions de création et de fonctionnement du warrant pétrolier

A

a) Conditions de fond :

Les conditions de fond nécessaires à la création du warrant pétrolier sont les suivantes :

1) le constituant doit être titulaire d'une autorisation spéciale d'importation ;

2) il doit être propriétaire des produits warrantés ;

3) les produits warrantés doivent rentrer dans la catégorie des produits énumérés à l'article 1^{er} de la loi, sans qu'il soit besoin de séparer matériellement les produits warrantés des autres produits similaires détenus par l'emprunteur.

b) Conditions de forme :

L'emprunteur qui veut créer un warrant pétrolier s'adresse au greffier du tribunal de Commerce de la situation du stock à warranter.

Le greffier inscrit, d'après la déclaration de l'emprunteur, la nature, la qualité, la quantité, la valeur et le lieu de la situation des produits warrantés, de

même que le montant des sommes empruntées, ainsi que les clauses et conditions particulières relatives au warrant pétrolier, arrêtées entre les parties.

Ces indications, inscrites sur la seule déclaration de l'emprunteur, sans aucun contrôle du greffier à cet égard, sont destinées à individualiser le warrant.

Le texte du décret (art. 2 *in fine*), reprend les termes mêmes de l'article 3 de la loi de 1906 :

« d'après les déclarations de l'emprunteur... », c'est-à-dire que ces déclarations sont acceptées par le greffier sans vérification (5).

Remarquons qu'en matière agricole, les produits pourraient ne pas exister. Il n'y a pas d'obligation de stockage et s'il y a fraude, des sanctions sont prévues. En ce qui concerne le warrant pétrolier, les produits warrantés portent sur un stock de réserve légale que la loi fait obligation au titulaire de maintenir et l'octroi de licence spéciale d'importation qui lui a été concédé après des formalités très nombreuses, est déjà un sûr garant de sa bonne foi (6) (7).

(5) Une circulaire ministérielle du 16 octobre 1898 relative à l'application de la loi sur les warrants agricoles apportait les précisions suivantes : à cet égard : « le greffier n'a pas à se préoccuper du point de savoir si les récoltes annoncées par l'emprunteur existent bien sur ses terres ou dans ses bâtiments, il ne lui appartient pas de faire des recherches ou d'exercer un contrôle à ce sujet.

(6) L'autorisation spéciale est accordée par décret rendu en Conseil des ministres après avis :

a) d'une commission spéciale composée du directeur de l'Office national des Combustibles liquides et d'un représentant de chacun des ministères des Finances, des Affaires Etrangères, de la Guerre, de la Marine, des Travaux publics et du Président du Conseil, celui-ci étant choisi parmi les membres de la Commission d'études du Conseil supérieur de la défense nationale, et après avis du Conseil d'Etat.

(7) Notons cependant qu'il peut en être autrement et que

Par ailleurs des mesures graves sont prévues contre l'importateur qui aurait dissipé une partie ou la totalité du stock de réserve warranté. La première de ces mesures serait le retrait de la licence d'autorisation spéciale, sans préjudice de l'application de sanctions correctionnelles.

Le greffier transcrit sur un registre spécial le warrant ainsi rédigé et sur ledit warrant mentionne le volume et le numéro de la transcription avec la mention des warrants préexistant sur les mêmes stocks de produit (art. 2, § 3).

Le warrant indique, en outre, si le produit est assuré ou non et, en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur.

Il est signé par l'emprunteur, valable pour trois ans et renouvelable.

Rappelons que dans la proposition de loi soumise au Sénat le 20 janvier 1932, par MM. Jean Bosc, NÉRON et TOY-RIONT, la validité du Warrant pétrolier était prévue pour cinq ans et concordait avec la durée de la validité de l'inscription prise au greffe du tribunal de commerce. Dans le rapport présenté au Sénat par M. MANCEAU, à la séance du 10 mars 1932, cette validité fut ramenée à trois ans pour tenir compte d'une observation du Conseil d'Administration de l'Office national des Combustibles liquides.

le warrant peut porter sur la partie du stock non soumis à la réserve légale. Toutefois, ce sera l'exception; l'importateur warrantant, en règle générale, la partie du stock dont il ne peut disposer.

L'Office avait rappelé que la loi était surtout destinée à permettre la mobilisation du prix des stocks dont la constitution était imposée aux importateurs. Or, les licences accordées à ceux-ci étaient valables seulement trois ans. C'est à ce délai qu'on a voulu réduire également la validité des warrants pétroliers.

Après trois ans, il faudrait donc créer un nouveau warrant si l'on voulait continuer une opération de crédit et c'est ce que le texte veut dire dans le dernier paragraphe de l'article 2 : « Il n'est valable que pour « trois ans au plus, mais peut être renouvelé ».

A l'intérieur du délai, il semble que les prorogations puissent être faites librement et notamment par simple mention sur l'effet.

Le warrant pétrolier est passible du droit de timbre des effets de commerce.

L'enregistrement ne devient obligatoire qu'en cas de vente judiciaire.

B. CIRCULATION DU WARRANT

ENDOSSEMENT — ESCOMPTE — RÉESCOMPTE — AVAL

Le prêteur qui se fait délivrer le warrant peut le mettre en circulation. Le warrant est transmissible par voie d'endossement ; l'endossement est daté et signé ; il énonce les noms, professions et domiciles des parties ; la transmission s'opère avec l'endossement. Aussi le porteur peut-il faire escompter le warrant avant l'échéance : c'est-à-dire, obtenir d'un banquier auquel il l'endosse, le paiement immédiat de la dette, sous déduction de l'intérêt de la somme due jusqu'à l'échéance.

Il peut y avoir plusieurs endosseurs successifs. Tous ceux qui ont signé sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur (article 8, § 2).

Le porteur peut être un simple particulier ou une banque privée ; toute banque privée peut escompter les warrants pétroliers. En ce qui concerne les établissements publics, ils peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

L'escompteur ou le réescompteur, qui va ainsi détenir le warrant mis en circulation, est tenu, aux termes de l'article 8 (§ 3), d'en aviser dans les huit jours, le greffier du tribunal de commerce, par pli recommandé, avec accusé de réception, ou verbalement contre récépissé de l'avis.

Cette obligation lui a été imposée pour permettre à l'emprunteur de rembourser le warrant avant l'échéance du terme, ce dernier ayant, en vertu de l'article 6, la faculté de se libérer par anticipation.

L'escompteur ou le réescompteur peut, cependant, être dispensé par l'emprunteur lui-même de cette formalité ; le warrant porte, en ce cas, la mention de la dispense d'escompte ou de réescompte.

Dans cette situation, les dispositions du dernier paragraphe de l'article 6 prévoyant, en cas de remboursement anticipé la remise, au profit de l'emprunteur, des intérêts qu'il restait devoir jusqu'à l'échéance, ne s'appliquent pas.

Rappelons ici que la Banque de France, par une décision qui remonte à quelques années, a admis les

warrants pétroliers au réescompte et dans une mesure très étroite : « Il n'appartient pas à l'Institut d'émission d'assurer d'une façon constante le financement des stocks qu'une industrie est obligatoirement tenue d'entretenir ; il est donc nécessaire de n'envisager le concours de la Banque de France que comme une aide occasionnelle dont le dénouement devra intervenir dans un délai maximum de neuf mois ».

De plus, pour éviter que le règlement des warrants négociés, à leur échéance définitive, n'oblige les importateurs à liquider leurs stocks permanents et par là même ne les expose au retrait de leurs licences, il a été jugé opportun de n'admettre les warrants pétroliers qu'au réescompte et par des banquiers offrant une surface suffisante pour pouvoir assurer, le cas échéant, sur leur propre trésorerie, le remboursement des warrants escomptés, aux lieu et place de leurs clients.

Enfin, en tenant compte et des besoins de trésorerie des petits et moyens importateurs et des conditions d'entreposage, souvent défectueuses qui peuvent influencer sur la conservation des produits gagés, il a semblé raisonnable de fixer la quotité du prêt à 75 %. Bien entendu, cette quotité porte à la fois sur la valeur du brut, sur les frais de transports et sur les frais de douane, à condition, toutefois, que ces derniers aient été effectivement payés en numéraire et non par souscription d'obligations cautionnées » (8).

(8) Guichard, « La législation et la réglementation pratique de l'industrie du pétrole », p. 245.

Nous voyons que la Banque de France n'admet ces effets qu'au réescompte.

On ne saurait oublier que la faculté d'escompte des warrants avec dispense de la troisième signature a été établie par le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848, c'est-à-dire à une époque de crise économique profonde et de troubles sociaux très graves.

Appliquée à la Banque de France par ce décret, l'idée de la dispense d'une signature pour l'admission à l'escompte s'était fait jour surtout à l'occasion des opérations des Comptoirs d'Escompte qui venaient d'être créés à Paris et en province. Destinés à venir en aide au commerce, ces Comptoirs avaient l'obligation de ne prendre du papier qu'à deux signatures.

L'escompte d'un warrant n'est qu'un prêt sur marchandise dont le prix n'a pas été fixé par une négociation et qui n'est pas entrée dans la circulation.

Cet instrument de gage peut aussi être une spéculation sur la marchandise.

Son admission aux escomptes de la Banque d'émission constitue une dérogation aux règles originaires imposées pour ces escomptes.

On considérait, à l'origine, que les valeurs escomptables par la Banque de France consistaient en « lettres de change, qui ont pour premier gage des « marchandises appelées par le besoin de la consommation dans les lieux où elles sont payables et qui « doivent avoir pour gage définitif le revenu même « du consommateur », ainsi que l'avait dit MOLLIER.

C'est, en effet, à la condition que la marchandise représentée par les valeurs escomptées soit rapidement absorbée par la consommation que la banque d'émission est certaine de rentrer dans les fonds qu'elle a avancés. Si l'escompte est accordé pour des produits appelés à demeurer en stock pendant un long délai, l'opération représente une immobilisation et le portefeuille de la Banque d'émission, qui devrait être toujours très vite réalisable se trouve rendu plus lourd.

Or, la Banque de France doit garder le souci d'assurer aux billets qu'elle met en circulation le gage d'un portefeuille facilement réalisable. La conclusion de MOLLIER à sa célèbre note du Havre garde toute sa valeur. « Il faut qu'une banque se maintienne en état de se liquider à tout moment... pour ne jamais finir, une banque doit être toujours prête à finir ».

Il reste la question de savoir si l'on peut créer des warrants pétroliers non pour les faire escompter, mais pour les remettre à un banquier en garantie d'autres effets escomptés par celui-ci.

La même question s'est posée pour les warrants agricoles avec lesquels le warrant pétrolier présente de grandes analogies puisque les lois applicables aux deux catégories d'effets sont presque calquées l'une sur l'autre ainsi que l'indiquait le rapport MANCEAU au Sénat.

Or, pour les warrants agricoles la question est discutée et il existe deux jugements en sens contraire (Tribunal civil, Le Havre, 23 janvier 1932, *Répertoire*

Defrenois 1932, art. 2.078 et Tribunal civil, Alençon, 19 juillet 1932, *ibid*, art. 23.308).

A notre avis, le warrant agricole ne peut pas être créé à titre de simple garantie d'une créance représentée par un autre effet : il doit constituer par lui-même un titre de créance.

Nous estimons qu'il faut adopter la même solution pour le warrant pétrolier et ne considérer cet effet comme valable que s'il fait directement l'objet d'une négociation et constitue pour le bénéficiaire un véritable titre de créance.

Mais, bien entendu, la personne ou société qui détiendrait un warrant pétrolier représentant une créance régulièrement acquise pourrait transmettre ce warrant à son propre créancier à titre de gage, pour garantir le remboursement des sommes dues à son créancier.

Nous rejetons seulement la faculté de créer un warrant pétrolier qui serait établi à titre de gage et non pas à titre d'obligation comme il arriverait si un raffineur ayant négocié ou devant négocier des effets d'un banquier souscrivait parallèlement un warrant pétrolier qui serait remis à ce banquier pour lui servir de garantie, sans augmenter la créance résultant des autres effets.

Aval.

Nous pouvons nous demander si les warrants pétroliers transmissibles par voie d'endos peuvent être avalisés, c'est-à-dire garantis par un tiers qui s'engage à payer le montant de l'effet s'il n'est pas acquitté à l'échéance par le signataire.

Rien ne s'y oppose, semble-t-il, mais la loi de 1932 est muette sur ce point.

Notons que la loi du 12 septembre 1940 a prévu la présence d'un avaliste aux côtés de ceux qui ont signé ou endossé le titre ; l'avaliste étant tenu solidairement avec eux à la garantie vis à vis du porteur du warrant industriel.

C. — OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR

La situation faite par la loi à l'emprunteur dépositaire des produits qu'il a mis en gage, est d'un ordre tout particulier. La remise du warrant au créancier n'opère pas tradition de la chose. C'est l'emprunteur qui va en être constitué le gardien, dans son seul intérêt. Dès lors, il faut décider que, non seulement il est responsable de sa faute lourde, mais aussi qu'il est tenu de sa *culpa levis in abstracto*.

L'article premier du décret, dernier paragraphe, stipule : « L'emprunteur est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde... » ;

et le paragraphe 2 :

« Les produits warrantés restent jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant. »

Des dispositions de ce texte découlent, pour l'emprunteur, les obligations suivantes :

1) Le débiteur est responsable de la chose, tenu de la conserver et d'en prendre soin. Dès lors, le juge devra apprécier d'autant plus sévèrement sa

faute, que le prêteur ne peut se soustraire à l'obligation de laisser la marchandise warrantée dans les dépôts ou usines de son débiteur.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que le warrant a été créé dans l'intérêt de l'emprunteur et que celui-ci ne saurait être tenu des cas fortuits ou de force majeure. En cas de sinistre venant à détruire la marchandise, le débiteur sera libéré de l'obligation de représenter la chose, mais il sera comptable de son prix.

2) L'emprunteur doit payer le montant du warrant entre les mains du porteur.

La loi de 1932 a omis de régler la situation du tiers dépositaire des produits warrantés.

Seules sont prévues des sanctions pénales à l'article 14, en cas de faute délictuelle de celui-ci.

En l'absence de dispositions réglant le partage des responsabilités entre l'emprunteur et le tiers dépositaire, on doit admettre que seul l'emprunteur demeure responsable vis-à-vis du porteur.

Sanction de l'inexécution des obligations de l'emprunteur ou du dépositaire :

I. Toute infraction aux obligations qui incombent à l'emprunteur du fait de la garde de la chose, est punie correctionnellement :

a) en ce qui concerne l'emprunteur :

— la fausse déclaration ;

— la constitution d'un warrant pétrolier sur des produits déjà warrantés sans avis préalable donné au nouveau prêteur.

b) en ce qui concerne l'emprunteur et le dépositaire :

— le détournement, la dissipation ou la détérioration volontaire des produits sur lesquels s'exerce la garantie du prêteur.

Les peines applicables sont celles prévues aux articles 405 ou 406 et 408 du Code pénal.

D. — DROITS DU PORTEUR DU WARRANT PÉTROLIER

1. Le porteur du warrant a un privilège que lui confère l'article 10 de la loi et qui s'exerce sur le prix du gage réalisé.

En cas de vente, il est payé directement de ses créances sur le prix, par privilège et de préférence à tous les créanciers, sauf déduction des frais de vente et sans autres formalités qu'une ordonnance du président du tribunal de commerce.

La créance du porteur n'est primée que par les frais de vente, c'est-à-dire par tous les frais occasionnés par la vente elle même

L'enregistrement ne devient obligatoire qu'au cas de vente judiciaire prévue à l'article 9.

Le privilège du porteur pourra cependant être primé par le privilège du bailleur.

La loi de 1932 est muette sur le conflit qui peut s'élever à ce sujet. On se rappelle que la loi de 1906 prévoit le cas où l'agriculteur n'est pas propriétaire du fonds exploité par lui. Aux termes de l'article 2 de cette loi, le cultivateur doit, avant tout emprunt, aviser le propriétaire du fonds loué, de la nature,

de la valeur et de la quantité des marchandises qui servent de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes à emprunter. Le propriétaire dans le cas où des termes lui seraient dûs peut s'opposer au prêt. Il peut aussi renoncer à son privilège jusqu'à concurrence de la dette contractée. D'autre part, si le prêteur y consent, et sous la condition que l'emprunteur conserve la garde des produits warrantés dans les bâtiments ou sur les terres de son exploitation, aucun avis n'est donné au propriétaire, mais dans ce cas, le privilège du bailleur subsiste dans les termes du droit.

Rien de semblable dans la loi de 1932. M. MANCEAU, rapporteur devant la Chambre, nous donne la raison de ce silence. « Il apparaît, en effet, qu'en règle
« générale, les titulaires d'autorisations spéciales sont
« propriétaires de leurs usines ou dépôts. S'il en était
« autrement, le privilège du bailleur subsisterait,
« bien entendu, dans les termes du droit, sauf con-
« vention contraire ».

Ainsi, le privilège du porteur s'exerce sur le prix de vente des produits warrantés. Il se peut, cependant, que ceux-ci disparaissent à la suite d'un sinistre quelconque. En ce cas, il convient de distinguer selon que les produits sont assurés ou non.

L'article 3, paragraphe 3, stipule :

« Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités
« d'assurances dues en cas de sinistre, les mêmes
« droits et privilèges que sur les produits assurés. »

Si la marchandise est assurée au moment de la destruction, le privilège du porteur s'exerce sur les

indemnités d'assurances au même titre que sur les produits assurés. Si, au contraire, la marchandise n'est pas assurée, le porteur perd son privilège et n'a plus qu'une action personnelle contre l'emprunteur.

Disons ici que rien n'empêche le prêteur d'assurer lui-même les produits warrantés qui sont affectés à la garantie de sa créance et de maintenir, par ce moyen, l'exercice de son privilège dans tous les cas.

2. L'article 9 de la loi autorise le porteur, non payé à l'échéance, à faire vendre la marchandise.

3. En cas de non-conformité entre les existants et les produits warrantés, en cas de baisse de la valeur, dépassant ou égalant dix pour cent, le porteur peut, dans certaines conditions, exiger le remboursement de ses créances.

Nous examinerons l'exercice de ces différents droits dans notre deuxième section, traitant de la réalisation du warrant.

Enfin, notons que l'article premier, paragraphe 2, stipule :

« Les produits warrantés restent, jusqu'au remboursement, le gage du porteur. »

Il résulte de ce texte que celui-ci peut, tant qu'il n'est pas désintéressé, s'opposer à la livraison de la chose vendue.

Certains auteurs ont voulu voir là l'exercice d'un droit de rétention : cette faculté du prêteur mettant bien en évidence que le contrat de warrant était en tous points comparable au contrat de gage et non à l'hypothèque mobilière.

Le porteur peut, sans doute, en gardant le warrant qui constitue son gage, faire obstacle à la tradition de la chose vendue, mais s'agit-il là vraiment d'un droit de rétention ? Nous ne le pensons pas ; le porteur n'a entre les mains qu'un titre constatant sa créance ; or, nous savons que la condition essentielle du droit de rétention est la mise en possession. Si la tradition est faite sans droit, le porteur n'aura que la ressource de poursuivre son débiteur, conformément aux articles 405 ou 406 et 408 du Code pénal.

Le porteur n'a pas davantage le droit de suite qui, dans certaines circonstances, peut être exercé par le porteur du warrant hôtelier.

Rappelons que la loi de 1913, venue après la loi de 1909 relative au nantissement, accorde au porteur du warrant hôtelier, pour la réalisation de son gage, les droits que confèrent aux créanciers privilégiés ou garantis par un nantissement, les dispositions des articles 16 à 25 de la loi du 17 mars 1909. Nous savons, qu'aux termes de l'article 22 de cette loi, les privilégiés... des créanciers gagistes suivent le fonds en quelques mains qu'il passe.

Les warrants pétroliers et sur stocks n'ont pas repris ces dispositions inapplicables, en général, aux matières warrantées, mais se sont modelés sur le warrant agricole. Le porteur du warrant pétrolier n'a pas le droit de rétention ; il ne possède pas un droit de suite, si la tradition de la chose ne peut être faite sans qu'il ait été remboursé la chose peut, néanmoins, être vendue en dépit de sa volonté, son droit reçoit

une limite qui est fixée par la bonne ou mauvaise foi de l'emprunteur.

Terminons cette question des droits du prêteur en indiquant qu'en cas d'insuffisance du prix de vente, le recours du porteur contre l'emprunteur et les endosseurs n'est admis que s'il a fait valoir ses droits sur le prix des produits warrantés (art. 11). S'il n'est pas désintéressé, un délai d'un mois lui est imparti pour exercer son recours contre les endosseurs.

E. — GARANTIE DU DROIT DES TIERS.
PUBLICITÉ DU WARRANT

La loi de 1932 qui, ainsi que les lois qui l'ont précédée dans l'institution du warrantage, a établi un privilège en faveur du créancier, s'est également préoccupée de sauvegarder les droits des tiers qui pouvaient avoir intérêt à connaître la situation exacte de l'emprunteur.

Quand il s'agit d'un nantissement ordinaire ou d'un warrant commercial, le débiteur est dépossédé de la chose et il se trouve dans l'impossibilité d'en disposer au détriment du créancier. Il n'en va pas de même ici. A défaut de publicité résultant de la dépossession du débiteur, il a été nécessaire d'organiser un autre mode d'avertissement en faveur des tiers.

L'article 4 prescrit au greffier du tribunal de commerce de la situation du lieu des produits warrantés, de délivrer à tout requérant un état des warrants inscrits depuis moins de cinq ans, au nom de l'em-

prunteur, ou un certificat qu'il n'en existe aucun.

La loi de 1906 sur les warrants agricoles, article 6, avait subordonné la délivrance, par le greffier, de l'état des inscriptions au consentement de l'emprunteur. L'article était ainsi rédigé : « Le greffier délivrera à tout prêteur qui le requerra, avec l'autorisation de l'emprunteur, un état des warrants inscrits ».

Ainsi, les tiers qui voulaient avoir connaissance de l'état des warrants inscrits, ou obtenir délivrance d'un certificat de non-inscription, étaient tenus de justifier :

1° de leur qualité de prêteur ;

2° d'une autorisation préalable accordée par l'emprunteur.

La première de ces conditions avait, lors des travaux préparatoires de la loi de 1898, donné lieu à critique. La publicité ayant été organisée en faveur des tiers et pour la sauvegarde de leurs intérêts, il avait semblé naturel que le bénéfice de l'article 6 pût leur être applicable, et ne se limitât pas aux seuls prêteurs, les tiers qui voulaient traiter avec le cultivateur, ayant intérêt à connaître sa situation exacte.

Par contre, la deuxième condition, l'autorisation préalable de l'emprunteur, n'avait guère soulevé d'objections.

Depuis le décret-loi du 28 septembre 1935, ces deux conditions ont été supprimées, l'article 6 de la loi de 1906 ayant été remplacé par l'article 4 de la loi

qui contient des dispositions identiques à celles édictées en matière de warrant pétrolier ; c'est-à-dire que tout requérant peut se faire délivrer sans autorisation préalable un état des warrants ou un certificat de non-inscription.

Ici, on peut se poser la question de savoir comment sera résolu le conflit qui peut s'élever entre le porteur et l'acquéreur des produits dans le cas où :

1° l'acquéreur a traité avec l'emprunteur après la constitution du warrant ;

2° dans le cas où il a traité avec l'emprunteur avant cette constitution.

1. Sous le régime des lois de 1906 et de 1913, on pouvait prétendre, la publicité établie par ces textes étant restreinte, que l'acquéreur avait pu très légitimement ignorer le warrantage des biens qu'il achetait puisque la faculté de connaître l'état des warrants n'était accordée qu'au seul prêteur.

Par contre, le système de publicité de la loi de 1932 permet à tout requérant de demander délivrance de l'état des inscriptions. Dès lors, n'est-on pas fondé à soutenir que l'acheteur est en faute de ne s'être pas informé de l'état des inscriptions, et qu'il doit être assimilé à l'acheteur de mauvaise foi ?

Deux éventualités peuvent alors se présenter :

a) la tradition de la marchandise a eu lieu à l'insu du porteur et ce dernier n'aura plus que la possibilité d'exercer un recours contre le souscripteur du warrant ; ,

b) la tradition de la marchandise n'a pas été faite. L'acheteur est en faute de n'avoir pas pris connaissance de l'état des inscriptions et il peut se voir, en toute circonstance, opposer le warrant qu'il ignorait.

2. Dans la seconde hypothèse, quelle sera la situation du porteur si, par exemple, le détenteur des produits a vendu une certaine quantité de pétrole et a, par la suite, grevé les produits d'une inscription ?

Si l'on considère le warrant comme une hypothèque mobilière, l'inscription est nulle puisqu'elle porte, non sur le bien du détenteur, mais sur le bien d'autrui qui est l'acquéreur (9).

L'emprunteur donne en gage un bien qui ne lui appartient plus depuis la vente ; il n'en est que le détenteur précaire. Si on admettait que le créancier de bonne foi en procédant à l'inscription, acquiert valablement des droits sur la marchandise, il faudrait pour soutenir cette opinion dans toutes ses conséquences, admettre que l'acquéreur des produits sera considéré comme étant de mauvaise foi dans le cas où, ayant acheté la marchandise, il n'en aurait pris possession qu'après l'inscription. Solution inadmissible et qui nous conduit à conclure que le créancier, porteur du warrant, ne pourra en cette circonstance, qu'exercer un recours contre le débiteur malhonnête

(9) En ce sens : Becqué, *op. cit.*, n° 262. Planiol et Ripert, *op. cit.*, t. II, n° 2.714.

et que le véritable propriétaire de la marchandise est celui qui l'a acquise alors qu'elle était libre.

SECTION II

Réalisation du warrant pétrolier

Le mode normal de l'extinction des obligations est le paiement, c'est-à-dire le remboursement du warrant.

Nous verrons que, lorsque le warrant est remboursé, l'obligation s'éteint et l'inscription est radiée.

Notons ici, cependant, que la radiation peut intervenir par la prescription de cinq ans que peut opposer au porteur négligent, aux termes de l'article 189 du Code de Commerce, l'endosseur initial, assimilé au souscripteur du billet à ordre.

Nous examinerons successivement dans cette section : le paiement avant l'échéance, le paiement à l'échéance, le paiement forcé, l'obligation de garantie qui peut être une cause de remboursement forcé et, enfin, les conséquences de la réalisation du warrant.

A. — PAIEMENT AVANT L'ÉCHÉANCE

Le détenteur du stock, propriétaire de la marchandise, a, en vertu de l'article 6 du décret :

1° Le droit de vendre les produits warrantés à l'amiable, avant le paiement de la créance, même sans le concours du prêteur, mais la tradition ne peut en être opérée que lorsque le créancier a été désin-

téressé. La faculté de vendre les produits warrantés a été accordée à l'emprunteur par la loi de 1906, article 8, la loi de 1898 n'ayant prévu que le remboursement anticipé.

Cette faculté peut paraître assez surprenante au premier abord. En effet, l'emprunteur fait disparaître le gage qui garantissait la créance du porteur. Cependant, celui-ci n'est pas lésé puisqu'il est assuré d'être remboursé avant la tradition de la chose à l'acquéreur. On pourrait objecter que le prêteur n'a pas intérêt à ce qu'intervienne un remboursement anticipé qui le prive des intérêts de la somme prêtée, sur lesquels il était en droit de compter jusqu'à l'échéance du terme. Mais la loi qui a été faite en faveur du seul emprunteur ne lui a pas permis de s'opposer à la vente si le débiteur entend se libérer de cette façon par anticipation.

Le législateur, en cette matière, se montre favorable à la vente amiable des produits, qui permet au détenteur, propriétaire du stock, de l'écouler dans les meilleures conditions.

2° L'emprunteur peut se libérer par anticipation en remboursant le prêteur. Cette disposition n'est que l'application de l'article 1187 du Code Civil qui dispose :

« le terme est toujours stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte des circonstances qu'il a été aussi convenu en faveur du créancier ». En conséquence, le débiteur peut renoncer à son bénéfice et obliger le créancier à recevoir son paiement avant l'échéance.

Pour déterminer dans quelles conditions s'effectue le paiement, l'emprunteur doit s'entendre avec le porteur du warrant qui est le dernier ayant-droit.

Si le porteur refuse le remboursement, le débiteur, pour se libérer, peut consigner la somme offerte, représentant le montant du remboursement, en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du Code Civil.

L'emprunteur obtient délivrance d'une quittance de consignation et sur le vu de cette quittance, le président du tribunal de commerce rend une ordonnance aux termes de laquelle le gage est transporté sur la somme consignée. L'emprunteur bénéficie alors des intérêts restant à courir du jour du dépôt, déduction faite du paiement de dix jours d'intérêts à partir de la date du dépôt.

La procédure des offres réelles, calquées sur celle des warrants agricoles et hôteliers, et appliquée à la matière des warrants pétroliers, a semblé à certains regrettable. Elle avait déjà été l'objet de critiques, lors de l'élaboration de la loi de 1898. M. DELAUNAY, rapporteur, s'inspirant de la loi de 1858, avait proposé que l'emprunteur qui désire se libérer par un paiement anticipé, consigne simplement la somme due, non à la Caisse des Dépôts et Consignations, mais à la succursale la plus rapprochée de la Banque de France, qui en demeurerait responsable (10). La consignation libérerait la marchandise et la banque demeurerait responsable de la somme consignée.

(10) Proposition Delaunay, art. 8, § 2.

Ce système, qui n'a pas été adopté, semblait bien préférable à l'organisation de la procédure des offres.

L'emprunteur qui s'est acquitté par anticipation peut se faire remettre un certificat de radiation et est libre, dès lors, de créer un nouveau warrant.

B. — PAIEMENT A L'ÉCHÉANCE

A l'échéance, le porteur doit demander paiement de sa créance à l'emprunteur. S'il est désintéressé, son droit de gage s'éteint et l'emprunteur, rentré en possession du warrant par le fait même du paiement, présente son titre au greffe du tribunal de commerce. Mention du remboursement est faite sur le registre prévu à l'article 2 de la loi, radiation de l'inscription est opérée et il est délivré à l'emprunteur un certificat de radiation. Dès lors, libéré, celui-ci peut disposer librement de la marchandise.

C. — PAIEMENT FORCÉ

Le créancier non payé à l'échéance a le droit de faire vendre la marchandise.

Ainsi que nous l'avons dit, il doit d'abord réclamer au débiteur paiement de la créance et après réclamation demeurée sans succès, réitérer sa demande par lettre recommandée avec accusé de réception.

S'il n'obtient pas paiement dans les cinq jours de l'envoi de cette lettre, il est tenu, à peine de perdre ses droits contre les endosseurs, dans les quinze jours francs après l'échéance, de leur dénoncer le défaut de paiement par l'intermédiaire du greffe du tribunal

de commerce. Le greffier portera l'avertissement à la connaissance des endosseurs dans la huitaine suivante.

Quinze jours après la réception de la lettre recommandée par l'emprunteur, il peut faire procéder à la vente publique en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de commerce du lieu de la situation des produits. La vente sera annoncée par affiches et pourra même être autorisée sans affiche, après une ou plusieurs annonces « à son de trompe ou de caisse ». La publicité donnée sera constatée par une mention insérée au procès-verbal de vente.

L'hypothèse normale est que la vente désintéresse complètement le créancier. Celui-ci, en effet, n'aura avancé le montant du prêt, qu'après s'être assuré de la consistance et de la matérialité des produits à warranter.

Il peut cependant arriver que la vente ne produise pas une somme suffisante pour désintéresser le créancier. Les produits warrantés peuvent baisser de valeur, pour plusieurs raisons, notamment, par détérioration et perte.

Dans ce cas, le porteur a un recours contre l'emprunteur et contre les endosseurs. Mais il faut noter que ce recours est subsidiaire, le porteur, au préalable, est tenu d'exercer ses droits sur le prix de la vente et seulement en cas d'insuffisance du prix de vente, il peut se retourner contre l'emprunteur et les divers endosseurs. C'est une sorte de bénéfice de discussion créé au profit des endosseurs du warrant (11).

(11) Lyon-Caen et Renault, tome III, édit. 1891.

Cette disposition analogue à celle de l'article 2209 du Code civil, décidant que le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués que dans le cas d'insuffisance des biens soumis à son hypothèque, constitue une dérogation aux principes généraux du contrat de gage.

Le recours du porteur contre les endosseurs devra être exercé dans le mois qui suit le jour où la vente de la marchandise est réalisée.

La loi n'a accordé au porteur qu'un court délai pour se retourner contre les endosseurs. Ces derniers ont, en effet, payé le montant à leur cédant et pour cette raison, le législateur n'a pas voulu que la menace du recours du porteur s'exerçât plus longtemps.

Cette procédure d'exécution est celle de l'article 11 de la loi de 1906 sur les warrants agricoles. Elle n'a pas été reprise par la loi de 1913, concernant les warrants hôteliers, les endosseurs, garants solidaires dans cette dernière loi, n'ayant pas à être prévenus à bref délai (12).

L'article 9 que nous venons d'étudier contient un dernier paragraphe aux termes duquel, une vente à l'amiable peut être substituée, de l'accord de toutes

(2) « Les rigueurs d'exécution qui existent dans la législation de la lettre de change et qui ont été transmises au warrant habituel par la loi de 1858, n'ont pas été étendues au warrant hôtelier, ce qui est fâcheux. Le porteur n'a pas à user de diligence à l'échéance: le porteur n'a qu'à réitérer sa demande par lettre recommandée. Le premier porteur et les endosseurs, garants solidaires du paiement, n'ont cependant pas à être avisés à bref délai. Aucun délai n'est imposé pour la réalisation du gage ». Thaller et Percerou, « Traité élémentaire de droit commercial », 1931, 8^e édit.

les parties en cause à la vente aux enchères publiques. Le warrant portera en ce cas une mention spéciale indiquant l'acceptation de l'emprunteur. Cette vente interviendra, comme la vente judiciaire, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu de la situation des produits warrantés.

D. — OBLIGATION DE GARANTIE ET NON-CONFORMITÉ
(Articles 12 et 13)

Les dispositions des articles 12 et 13 de la loi, comme celles du dernier paragraphe de l'article 9, que nous venons de voir, sont originales aux warrants pétroliers, et ne se retrouvent pas aux warrants agricoles ou hôteliers.

A tout moment, les prêteurs peuvent s'assurer que les produits gagés qui garantissent leurs prêts sont conformes aux qualités et aux quantités warrantées et que, d'autre part, ces produits n'ont pas baissé de valeur.

L'article 12 prévoit qu'en cas de non-conformité, le porteur pourra mettre immédiatement, par lettre recommandée avec accusé de réception, le titulaire du warrant en demeure : soit de rétablir la garantie dans les quarante-huit heures, suivant la réception de la lettre recommandée, soit de lui rembourser, dans le même délai, tout ou partie des sommes portées sur le warrant. S'il ne lui est pas donné satisfaction, le porteur a le droit d'exiger le rembourse-

ment total de la créance en la considérant comme échue.

Ce remboursement anticipé, forcé, aura pour effet de priver l'emprunteur du bénéfice des dispositions du dernier paragraphe de l'article 6 ; il n'aura plus droit aux intérêts restant à courir jusqu'à l'échéance du warrant.

L'article 13 prévoit qu'en cas de baisse de la marchandise dans une proportion dépassant ou égalant 10 %, le porteur pourra, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre en demeure l'emprunteur d'avoir, soit à augmenter le gage, soit à rembourser une partie proportionnelle des sommes prêtées. Les dispositions du dernier paragraphe de l'article 6 resteront applicables, c'est-à-dire que l'emprunteur ne sera pas privé de l'intérêt restant à courir jusqu'à l'échéance. Les produits peuvent, en effet, avoir baissé de valeur, par suite de dépréciation ou de perte partielle.

Cependant si l'emprunteur ne satisfait pas la demande du porteur en augmentant le gage ou en remboursant proportionnellement une partie des sommes prêtées, dans le délai de huit jours, il sera considéré comme étant de mauvaise foi et obligé au remboursement total de la créance. De plus, il perdra le bénéfice des intérêts restant à courir.

La question s'est posée de savoir si l'emprunteur pouvait warranter tout son stock et non pas seulement la réserve légale et dans quelles conditions devait éventuellement intervenir la réalisation des produits.

Il fut répondu que la loi n'ayant fait aucune res-

triction à cet égard, rien ne s'opposait au warrantage de tout le stock de pétrole de l'emprunteur (13).

Toutefois une distinction doit être faite au sujet des conditions dans lesquelles serait éventuellement poursuivie la réalisation des marchandises warrantées suivant les conditions de la loi de 1932.

Si ces marchandises représentaient un stock libre, la vente serait faite sans difficulté soit aux enchères publiques par les soins d'un mandataire de justice que le Président du Tribunal de Commerce aurait désigné à cet effet, soit mieux à l'amiable en vertu de la clause que le prêteur aurait eu soin de faire insérer en ce sens dans le warrant à l'origine de l'opération (art. 9, dernier paragraphe).

Si le gage dépendait, au contraire d'un stock que l'emprunteur serait tenu de conserver pour les besoins de la Défense Nationale, ce dernier s'exposerait aux sanctions prévues par la loi de 1932 et se verrait retirer l'autorisation spéciale d'importation.

En pratique, étant donné les sévérités de ces sanctions, les importateurs s'arrangeront toujours pour se procurer des ressources qui leur permettront à l'échéance de rembourser le warrant établi sur le stock de réserve légale.

E. — CONSÉQUENCE DE LA RÉALISATION DU WARRANT PÉTROLIER

La réalisation du warrant a pour effet de provoquer la radiation de l'inscription.

(13) Avis de M. Lyon-Caen, 1^{er} mai 1934, et de l'Office National des Combustibles liquides.

Cette radiation est opérée sur la justification soit du remboursement de la créance garantie par le warrant, soit d'une mainlevée régulière.

L'emprunteur qui a remboursé son warrant en fait constater le remboursement par le greffe du Tribunal de Commerce ; mention du remboursement ou de la mainlevée est faite sur le registre spécial et un certificat de radiation de l'inscription est délivré à l'emprunteur.

Le texte de l'article 5, dernier paragraphe, prévoit ainsi que nous l'avons vu, un autre cas de radiation : celui de la radiation d'office après cinq ans si l'inscription n'a pas été renouvelée.

A l'expiration de ce délai, le porteur pourra prendre une nouvelle inscription qui ne vaudra à l'égard des tiers qu'à partir de la nouvelle date.

DEUXIÈME PARTIE

LE WARRANT
SUR STOCKS DE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE DES WARRANTS SUR STOCKS DE GUERRE

Les bénéficiaires du décret organisant le warrantage des stocks de guerre sont les titulaires de conventions passées en application du décret du 2 mai 1938, portant ouverture de crédits pour l'exécution d'un programme exceptionnel de défense nationale.

Nous rappellerons brièvement, ici, le projet de loi qui précéda le décret du 2 mai 1938 portant ouverture de crédits.

SECTION I

A. — PROJET DE LOI TENDANT A OUVRIR DES CRÉDITS POUR L'EXÉCUTION D'UN PROGRAMME EXCEPTIONNEL DE DÉFENSE NATIONALE

Ce projet de loi fut présenté au nom du Gouvernement à la séance de la Chambre le 17 mars 1938 (1).

Les ministres exposèrent que deux mois et demi après le vote du budget, le Gouvernement déposait un projet de loi tendant à ouvrir des crédits supplémentaires pour l'exécution d'un programme exceptionnel

(1) Documents parlementaires, Chambre (Annexe 3.824), (séance du 17 mars 1938).

de défense nationale, destiné à intensifier l'effort d'armement de la France et à renforcer sa défense.

En raison des événements graves, qui se déroulaient en Extrême-Orient et en Europe centrale, la France, malgré une situation pécuniaire difficile, était contrainte d'accomplir un nouvel effort pour se mettre en mesure de satisfaire aux exigences de la sécurité du pays et de l'empire.

Deux nécessités guidaient l'effort du gouvernement :

1. faire face immédiatement à la situation apportée aux données du problème militaire par les événements extérieurs :

2. faciliter au cours de l'exercice 1938 et des exercices ultérieurs le développement général des forces nationales.

Le projet réunissait en un seul document les demandes de crédit intéressant les trois départements de la Guerre, de la Marine et de l'Air, ainsi que celui des Colonies.

Le Gouvernement souligne l'effort particulièrement intense qui s'impose dans le domaine de la défense aérienne. Outre la nécessité de mettre nos forces de l'armée de l'Air en mesure de faire face aux multiples tâches que leur réserverait un conflit : participation sous toutes ses formes à la bataille terrestre, protection du territoire, actions aériennes proprement dites, il est aussi indispensable de donner à notre artillerie un nouveau développement,... de doter les unités aériennes et navales des moyens

d'action qui leur sont nécessaires. Parallèlement, les possibilités de ravitaillement du pays en carburants doivent être développées dans le même temps que doivent être constitués des stocks indispensables à la mobilisation industrielle du pays.

B. — DÉCRET DU 2 MAI 1938

Ce projet de loi, présenté par le Gouvernement et déposé sur le bureau de la Chambre ne put être discuté et voté avant l'ajournement du Parlement.

Repris par le nouveau Gouvernement, sous réserve de certaines modifications, qui avaient fait l'objet de lettres rectificatives, il fut présenté sous une nouvelle forme.

La loi aurait dû être complétée par un décret d'application répartissant les crédits ouverts entre les chapitres budgétaires. Les circonstances de l'heure ne permettant pas d'observer les formes habituelles, il fut procédé en vertu de la loi du 13 avril 1938, qui autorisait le Gouvernement jusqu'à la clôture de la session ordinaire, à prendre par décrets délibérés en Conseil des Ministres, les mesures jugées indispensables pour faire face aux dépenses nécessitées par le programme de défense nationale.

Ce programme s'échelonnant sur plusieurs années imposait des prévisions à longue échéance ; une organisation spéciale et de longue haleine pouvant seule assurer la sécurité et la continuité de l'œuvre à poursuivre en ce domaine.

En période normale, les industriels dans l'état de leurs équipements et de leurs outillages ne sont pas en mesure d'intensifier leurs fabrications.

Ils ne peuvent, en effet, disposer que de crédits annuels, alors que le programme d'armement nécessaire à la défense nationale s'échelonne sur plusieurs années. Il faut permettre à ces industriels de travailler avec régularité suivant un plan de fabrication logique capable « de renouveler », moderniser et accroître dans les plus courts délais possible notre armement (2).

Une réalisation industrielle de cet ordre ne pouvait intervenir que dans les cadres d'une organisation de longue durée assurant un rythme de fabrication à cadence régulière et déterminé à l'avance.

L'ensemble des dispositions prises devait permettre à notre industrie de développer ses possibilités par un travail méthodique, assuré, la mettant à l'abri des risques divers qu'entraîne l'incertitude de la production.

La procédure organisée par le décret du 2 mai 1938 prévoyait :

1° Le montant des crédits à allouer pour l'année en cours ;

2° Des autorisations d'engagement correspondant à une proposition importante des dépenses envisagées pour l'année à venir.

Ainsi, les autorisations d'engagement permettaient la continuation des programmes et l'amortis-

(2) Rapport du 2 mai 1938, *J. O.*, 3 mai.

sement des fabrications ultérieures jusqu'à la passation des marchés inclusivement.

C'est en vertu et « dans la limite des autorisations « d'engagement ouvertes chaque année dans la loi « des finances que les Ministres de la Défense Nationale et de la Guerre, de la Marine et de l'Air, sont « autorisés à procéder, sur avis conforme du Ministre des Finances, à l'achat, moyennant paiement « différé, des matières nécessaires aux fabrications « visées dans la loi du 1^{er} août 1930 » (3) (4).

Ce texte de l'article auquel se réfère le décret du 24 juin 1939, ne laisse aucun doute sur la nature de l'opération intervenue entre l'Etat et le titulaire de la convention. Il ne s'agit pas, pour le fournisseur, d'exécuter un service dont la nature ne comporte pas transfert de propriété à l'Etat, mais il s'agit de la vente, à celui-ci, de matières nécessaires aux fabrications de guerre et l'Etat est autorisé à régler le prix au moyen du paiement différé.

*
**

L'économie du nouveau warrant que nous allons étudier, bien que très voisine de l'économie des warrants qui l'ont précédée dans cette construction juridique particulière, offre cependant avec celle-ci certaines différences de modalités, une réglementation

(3) Article 8 du décret du 2 mai 1938, *J. O.*, 3 mai.

(4) Rappelons que la loi du 1^{er} août 1930, visée à l'article 8, est relative aux marchés intéressant la mobilisation industrielle, et prévoit que les marchés de fournitures passés en vue d'assurer une production rapide — ou la constitution d'outillages spéciaux — peuvent être prévus pour une durée maxima de cinq ans (*J. O.*, 2 août 1930).

tion plus étroite et des détails d'application plus minutieux.

La raison en est qu'il s'agit de warranter des stocks constitués uniquement en vue de la préparation à la guerre et de prendre des mesures qui intéressent au plus haut chef la défense nationale.

*
**

Avant d'aborder l'étude de ce warrant nous nous proposons de présenter les observations auxquelles donnèrent lieu les projets de décret-loi soumis à l'examen de la Commission Interministérielle tenue au Ministère du Commerce.

SECTION II

Projet de décret-loi et décret-loi du 24 juin 1939 (5)

Un projet de décret-loi, portant création du warrant sur stocks constitués pour la défense nationale fut soumis à l'examen d'une Commission Interministérielle tenue à la Direction des Affaires Commerciales et Industrielles au Ministère du Commerce, le 5 juin 1939. Ce projet reproduisait assez exactement les dispositions de la loi du 21 avril 1932, créant les warrants pétroliers.

(5) *J. O.* du 4 juillet 1939, p. 8.486. *R. J. O.*, 6 juillet 1939, p. 8.567.

La discussion des membres de la Commission porta d'abord sur l'article 3, paragraphe 2, ainsi conçu :

« En cas d'insuffisance pour remplir de leur droit
« les porteurs de plusieurs warrants, les marchan-
« dises ou produits sont partagés dans les propor-
« tions dues à chacun. »

Rappelons ici que l'insuffisance, réglée par l'article 11 du warrant pétrolier, prévoit une situation toute différente :

« En cas d'insuffisance pour désintéresser le por-
« teur du warrant, un délai d'un mois lui est
« imparti, à dater du jour où la vente de la mar-
« chandise est réalisée pour exercer son recours
« contre les endosseurs. »

Le warrant pétrolier qui a prévu, par ailleurs, ainsi que nous l'avons noté précédemment, la constitution de deux ou, peut-être même de plusieurs warrants sur le même stock (article 14) sous la condition de l'avis préalable donné au nouveau prêteur, a omis de régler la situation des porteurs de différents warrants garantis par le même stock.

La disposition insérée à l'article 3 du projet parut inacceptable. L'objection porta sur la nécessité de respecter, en la circonstance, l'ordre d'inscription des warrants : « Le premier en date doit venir par préfé-
« rence sur le produit de la réalisation du stock.
« Sinon, il est à craindre que le système de warrants
« prévu ne puisse fonctionner, car aucun bailleur de

« fonds n'acceptera d'assumer un risque qu'il ne
« pourra pas évaluer, la garantie pouvant être dimi-
« nuée du fait de prêts ultérieurs consentis sur les
« mêmes stocks. »

Disons tout de suite que cette objection ne fut pas retenue et que l'article 4 du décret du 24 juin est ainsi rédigé : « En cas d'insuffisance, la réparti-
« tion est faite proportionnellement entre les divers
« porteurs de warrants ».

Les motifs qui devaient déterminer les membres de la réunion à maintenir la disposition du projet, article 3, dans son esprit s'appuient sur les considérations suivantes, que nous reproduisons intégralement pour plus de clarté : « Le mécanisme de war-
« rantage organisé par le projet est d'une nature
« particulière, et explique ce que sera cette opéra-
« tion spéciale... Prenons l'exemple de la constitu-
« tion d'un stock de caoutchouc, matière première
« périssable, dont la conservation nécessite une
« transformation rapide en usine. L'importateur
« fera un dépôt des livraisons successives de caout-
« chouc chez un industriel qui l'utilisera, à charge
« pour lui de les remplacer pour maintenir sa quan-
« tité et la qualité du stock. Des warrants seront
« constitués sur chaque livraison. Tous les stocks
« composés d'une manière fongible et déposés chez
« l'industriel se confondront en une même masse.

« Il est rationnel de prévoir que les droits des
« prêteurs sur ce stock constitué peu à peu, mais ne
« formant qu'un seul bloc, seront identiques.

« Au contraire de la règle générale, il faut que
« tous les prêteurs soient mis sur un pied d'égalité,
« si le premier créancier a des droits préférentiels,
« cette situation découragera ceux qui, ultérieure-
« ment, se seraient proposés à faire une avance de
« fonds.

« Le stock pourra d'ailleurs être divisé par lots
« et sur chaque lot, s'inscrira une masse particulière
« de créanciers. Ceux-ci seront payés par ordre
« d'inscription sur chaque lot, mais l'égalité sera
« assurée entre les masses représentant les divers
« lots (6). »

L'article 4 du décret du 24 juin prévoit bien la répartition proportionnelle entre les divers porteurs, mais il n'a pas retenu le système du fractionnement.

L'examen porta ensuite sur l'article 14, relatif au privilège du Trésor. Cet article était ainsi rédigé :
« Le privilège des contributions directes, celui des
« contributions indirectes et celui des douanes lui
« sont inopposables ».

La rédaction de cet article rencontra une certaine opposition de la part du délégué du Ministère des Finances. Il fut cependant reproduit dans son esprit, et, devenu l'article 15 du décret, il reconnaît au porteur le droit de se faire payer directement sur le

(6) Remarquons que le système du fractionnement, proposé dès la création du warrant sur stock, a été adopté par la récente loi du 12 septembre 1940, instituant un nouveau warrant industriel. L'auteur du système du fractionnement par lots, avait déjà indiqué, lors de la réunion du 5 juin, la portée pratique de cette disposition qui semblait devoir répondre aux vœux formés par les industriels à cet égard.

prix de vente par privilège et de préférence à tous créanciers, sauf déduction des frais de vente.

Il nous semble qu'il eût été préférable, pour plus de clarté de maintenir la rédaction primitive.

Enfin, le projet était muet sur la question du privilège du bailleur. Cette question qui parut négligeable à l'examen ne fut pas traitée.

On se rappelle que la loi de 1898, modifiée par la loi de 1906 et la loi de 1935, instituant le warrantage des produits agricoles, a réglé minutieusement les droits du bailleur d'immeuble. Elle fait obligation au cultivateur non propriétaire de donner avis au propriétaire du fonds de son intention de contracter un emprunt sur warrant. Ce dernier peut, dans le cas où des termes lui sont dûs, s'opposer au prêt. Toutefois, si le prêteur y consent, le cultivateur a la faculté de ne pas donner cet avis, mais dans ce cas, les produits warrantés devront demeurer dans les bâtiments ou sur les terres de l'emprunteur, et le privilège du bailleur d'immeuble subsistera dans les termes de la loi.

D'autre part, le propriétaire peut renoncer à son privilège jusqu'à concurrence de la dette contractée en apposant sa signature sur le contrat.

Des dispositions analogues sont prévues pour la sauvegarde du droit du propriétaire dans la loi du 8 août 1913 sur le warrant hôtelier.

Par contre, la question n'est pas traitée dans la loi du 21 avril 1932, M. Julien DURAND nous donne la raison de cette abstention, que nous avons rappelée par ailleurs en exposant que, le plus souvent, le titu-

laire d'autorisations spéciales est le propriétaire des locaux où sont entreposés les produits et que, s'il en était autrement, le privilège du bailleur s'exercerait, bien entendu, dans les termes du droit.

En ce qui concerne le warrantage des stocks, la question se pose de même façon. En effet, les marchandises sont entreposées en général sur des terrains nus dont la valeur locative est insignifiante par rapport à la valeur du stock.

CHAPITRE II

ÉCONOMIE DU WARRANT SUR STOCKS DE GUERRE

Le décret du 24 juin 1939 a pour but de préciser les conditions dans lesquelles peuvent être effectuées les opérations de warrantage portant sur des matières nécessaires aux fabrications de guerre et dont l'Etat s'est rendu acquéreur en vertu de conventions établies entre lui et le fournisseur, conformément à l'article 8 du décret du 2 mai 1938.

Le warrantage de produits dont la propriété semble acquise à l'Etat est une opération assez surprenante. En effet, il aurait été logique que ce soit l'Etat propriétaire qui puisse warranter les produits. Cette objection a été soulevée par le Garde des Sceaux, lors de l'examen du projet.

« Cependant, l'opération est possible si la vente
« tombe sous le coup de l'article 1585 du Code Civil,
« c'est-à-dire si les choses vendues sont aux risques
« du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées,
« comptées et mesurées (1). »

Nous n'avons pas à entrer ici dans l'examen de la nature juridique du contrat intervenu entre l'Etat et le fournisseur à l'occasion des conventions passées en application de l'article 8 du décret du 2 mai 1938.

(1) Documents sur stocks de guerre, « Affaires Commerciales et Industrielles », *précité*.

Toutefois, en admettant pour un moment qu'il soit fait application aux matières cédées par l'industriel à l'Etat, des dispositions de l'article 1585 relatives à la vente imparfaite, les sources de la responsabilité de l'Etat, partie au contrat, dans la création du warrant sur stock de guerre, se dégagent mal.

Il apparaît, tout d'abord, de l'examen des textes réglementant ce warrantage, une notion de responsabilité de l'Etat dans la création et le fonctionnement de la nouvelle institution.

Le warrantage du pétrole qui porte, lui aussi, sur une matière de première nécessité dans l'intérêt de la défense nationale, laisse l'initiative et la responsabilité de l'opération au seul souscripteur, importateur ou raffineur. Cependant, l'existence du stock de pétrole est pour le moins aussi importante que celle du stock de marchandise constitué en vue de la défense nationale. Le warrant pétrolier porte sur un stock de réserve légale (2), c'est-à-dire sur un stock dont la conservation est à ce point capitale qu'il a été l'objet de dispositions législatives nombreuses tendant à son maintien et à sa conservation et que, d'autre part, les détenteurs de ces stocks ont été soumis aux obligations rigoureuses que nous connaissons.

Si donc l'Etat intervient au contrat de warrant sur stocks constitués en vue de la défense nationale, si sa responsabilité est engagée à l'occasion de la

(2) Il peut en être autrement et le warrantage peut porter sur la partie non réservée du stock. Cependant le législateur a bien entendu accorder le bénéfice du warrantage à la réserve (Voir Travaux parlementaires).

création et de la transmission de ce dernier warrant, s'il peut s'opposer à la vente, c'est qu'à l'origine, il y a achat par lui de matières dont l'article 8 reconnaît qu'il acquiert la propriété.

Il faut cependant remarquer que le décret du 24 juin donne de son côté au souscripteur la qualité de propriétaire de la marchandise warrantée. L'article 2 stipule, en effet, que : « les marchandises ou produits « à warranter peuvent être matériellement détenus « par leurs propriétaires ».

Cette contradiction provient de ce que l'Etat procède à des achats dont le paiement est différé, ce qui a quelque peu embarrassé le législateur.

Ainsi, la relation qui s'établit entre la convention née des dispositions édictées par l'article 8 du décret du 2 mai 1938 et le décret du 24 juin 1939, qui a pour but de préciser les conditions dans lesquelles pourront être effectuées les opérations de warrantage, applicables aux matières désignées par l'article 8, ne présente pas un caractère extrêmement net.

En matière de pétrole, l'Etat a, sur les opérations de warrantage dont ce produit peut faire l'objet, un pouvoir de contrôle qui se justifie par le droit d'approvisionnement qu'il a sur le stock de réserve légale.

La loi dispose que cette réserve obligatoire doit demeurer intacte pour les besoins de la défense nationale. Il est donc normal que l'Etat ait sur les stocks ainsi constitués un droit de contrôle, assorti d'un droit de sanction, sans préjudice des peines correctionnelles qui peuvent s'appliquer, au cas où

le souscripteur viendrait à faire subir à ces stocks des diminutions non compensées ou même à les faire disparaître.

En matière de stocks constitués pour la défense nationale, le contrôle doit exister également pour des raisons identiques, mais il ne s'agit plus, à notre avis, d'un droit d'approvisionnement de l'Etat sur ces stocks, mais d'un droit de propriété. L'Etat intervient beaucoup plus profondément dans les conditions de création et de fonctionnement du warrant sur stock. Il est partie au contrat et rien ne peut être fait sans son autorisation.

Par ailleurs, le motif de cette intervention peut être recherché en raison de la personne de celui qui va être constitué débiteur en émettant le warrant. Fournisseur de l'Etat pour l'approvisionnement en matières nécessaires aux besoins de la défense nationale, il n'offre pas les mêmes garanties de solvabilité que le titulaire d'autorisations spéciales à qui la licence d'importation a été délivrée sous des conditions rigoureuses et qui n'a été agréé qu'à la suite des nombreuses formalités exigées par les règlements administratifs.

Le Législateur, en admettant au bénéfice de l'institution du warrant sur stock le titulaire de conventions passées en vertu de l'article 8, a fait une nouvelle et originale application des règles relatives au warrantage sans dépossession de gage.

A ce sujet, qu'il nous soit permis de rappeler que nombre d'auteurs ont estimé que l'institution du warrantage était arbitrairement rattachée à la notion

de gage dont elle n'avait pas le véritable caractère.

Parti d'une conception inexacte de l'application du contrat de gage à l'institution du warrant, le législateur, guidé par le souci de créer un instrument de crédit qui n'ait pas les inconvénients de la loi de 1858, obligeant le débiteur à entreposer la marchandise, ou du contrat de nantissement de la loi de 1909, a mis au jour une institution qui a, nous en convenons, révélé son utilité en matière agricole et hôtelière. Sous l'empire des nécessités, il a donné à l'institution du warrant de nouvelles applications. Mais ce faisant il s'est plus inspiré des circonstances du moment qu'il ne s'est embarrassé de considérations juridiques.

Ainsi s'expliquent les contradictions qui devaient fatalement se faire jour.

*
**

Nous nous sommes efforcés de traduire notre pensée, touchant la question de la propriété des stocks admis au warrantage organisé par le décret du 24 juin 1939.

Nous ne reviendrons plus sur cette question, puisqu'aussi bien, quelles que soient les relations de cause à effet de l'article 8 du décret du 2 mai 1938 et du décret du 24 juin 1939, ce dernier décret précise que les produits warrantés sont la propriété du souscripteur.

C'est à l'étude des modalités qui réglementent la question que nous allons nous livrer au cours de ce deuxième chapitre, en notant ce qu'elles ont d'origi-

nal et qui les différencient des dispositions édictées en matière de warrant pétrolier.

SECTION I

Conditions de création et de fonctionnement du warrant sur stocks de guerre

Le décret du 24 juin 1939 est issu des pouvoirs spéciaux qui ont été conférés au Gouvernement par la loi du 19 mars 1939, en vue de prendre les mesures nécessaires à la défense du pays.

Indiquons, tout d'abord, en ce qui concerne l'organisation de ce warrantage, qu'un tiers détenteur peut intervenir dans les conditions de fonctionnement du warrant.

Dès que le souscripteur est autorisé à warranter le stock de produits, il peut en confier la garde à un tiers détenteur avec faculté d'utiliser les produits. Les obligations qui incombent au souscripteur seront dès lors étendues au détenteur dans une plus ou moins large mesure selon qu'il aura ou non la faculté d'utiliser le stock.

A. — CONDITIONS DE FOND

Les conditions de fond du warrant sur stock de guerre sont les suivantes :

a) Les produits warrantés doivent porter sur les stocks constitués pour la défense nationale qui ont fait l'objet de la convention passée entre le souscripteur et l'Etat.

Ainsi, seuls les titulaires de conventions passées en vertu de l'article 8 sont admis à warranter leurs produits. C'est dans leur seul intérêt et pour faciliter le financement des stocks de matières premières, dont l'Etat s'est rendu acquéreur que le warrant a été institué.

b) Le souscripteur doit obtenir l'autorisation du ministre responsable de la marchandise.

B. — CONDITIONS DE FORME

Les conditions de forme du warrant sur stocks sont prévues à l'article 5 du décret. Sauf l'autorisation du ministère responsable qui est nécessaire ici, ces conditions sont les mêmes que celles de l'article 2 de la loi du 21 avril 1932.

L'autorisation du ministère responsable est énoncée sur le warrant et rapportée en tête du titre.

De plus, l'emprunteur qui signe le warrant doit souscrire avec le greffier sur l'autorisation prévue par l'article premier une déclaration d'émission de warrant.

Ce titre est valable pour cinq ans et peut être renouvelé. Sa validité correspond à la validité de la durée d'inscription.

Elle est également en harmonie avec la durée maxima des marchés de fournitures établis conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} août 1930 relative aux marchés intéressant la mobilisation industrielle.

Le warrant est passible du droit de timbre des effets de commerce.

L'enregistrement ne devient obligatoire qu'en cas de vente judiciaire.

Il peut être créé plusieurs warrants garantis par un même stock de marchandises, mais le montant global des warrants ne peut pas dépasser la valeur totale desdites marchandises telle qu'elle est fixée par la convention passée avec l'Etat.

Ici, la question de leur co-existence a été tranchée nettement par l'article 3, alors que dans la loi de 1932 ainsi que nous l'avons vu, cette possibilité n'apparaissait qu'implicitement dans le texte des articles 2 (§ 3) et 14.

B. — CIRCULATION DU WARRANT. ENDOSSEMENT.

ESCOMPTE. RÉESCOMPTE. AVAL

L'article 9 du décret précise qu'avant tout endossement de warrant, l'emprunteur doit obtenir de l'autorité désignée par le ministère responsable de la marchandise l'apposition sur cet effet de la mention :

warrant créé pour la somme de.....
en exécution du décret du.....

Cette mention établit que l'opération a été régulièrement autorisée et que la marchandise warrantée existe bien aux mains du débiteur ou du tiers détenteur.

Elle est l'expression du pouvoir d'intervention à l'acte de l'autorité désignée par le ministère responsable.

Les formalités établies par l'article 13 et relatif à l'endossement sont les mêmes que celles de l'article 8 du warrant pétrolier : l'endossement est daté, signé ; il énonce les noms, professions et domiciles des parties. Tous ceux qui ont signé sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur, à l'exception du tiers détenteur du stock tenu seulement de représenter le gage, conformément à l'article 2. Indiquons ici que le souscripteur qui a confié la marchandise au tiers détenteur qui a la faculté de l'utiliser, est solidairement responsable avec lui du remplacement.

L'article 13 reproduit encore les dispositions de l'article 8 du warrant pétrolier, relatives à l'avis d'escompte ou de réescompte, ou de dispense d'avis. Il conviendra de s'y reporter.

*
**

Nous nous sommes demandés, en étudiant le warrant pétrolier si un tiers pouvait avaliser le remboursement de ce warrant bien que la loi soit restée muette sur ce sujet, et nous avons résolu la question par l'affirmative ; l'absence de dispositions à cet égard est sans doute la conséquence d'une omission.

Cette omission s'est répétée au décret du 24 juin que nous étudions et, seule, la loi du 12 septembre 1940 est venue régler les droits et les responsabilités de l'avaliste. Il est hors de doute que rien ne s'oppose à ce que celui-ci intervienne au contrat de warrant et soit tenu, conjointement et solidairement avec tous souscripteurs ou endosseurs parties au contrat.

C. — OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR
ET DU TIERS DÉTENTEUR

L'emprunteur qui reçoit du ministère responsable l'autorisation de warranter la marchandise, peut la garder lui-même ou, s'il ne dispose pas d'usines, de chantiers, magasins ou dépôts suffisants, la remettre à un tiers qui la reçoit de lui et en aura la garde.

L'emprunteur ou le dépositaire peuvent être autorisés :

1. A ne pas séparer matériellement la marchandise warrantée des autres marchandises qui peuvent exister en leur possession. Notons ici la contre-partie de cette facilité : l'article 4 prévoit que toutes les marchandises ou produits de même nature existant à l'échéance en la possession du débiteur ou du tiers détenteur sont de plein droit affectés par privilège au remboursement du ou des warrants que le stock garantissait.

Si les dispositions de l'article 4 sont avantageuses pour le porteur du warrant, il faut reconnaître qu'elles portent singulièrement préjudice au détenteur du stock dont les créanciers ne pourront jamais connaître la surface, qui constitue leur gage éventuel.

2. A utiliser lesdits produits ou marchandises en cours de warrantage à charge par eux d'en assurer le remplacement. Ce remplacement sera opéré dans les délais fixés par le ministère responsable du stock et dans les mêmes conditions prévues à la convention dont celui-ci a fait l'objet.

Ces diverses autorisations doivent être expressément mentionnées aux clauses particulières du warrant.

Notons que le tiers détenteur tient la permission d'utiliser la marchandise — qui peut se détériorer par le non-usage — non du propriétaire, mais de l'Etat. Il nous semble ici avoir une raison de plus de considérer l'Etat comme agissant en propriétaire du stock ; ne faisant pas de distinction entre la personne de l'emprunteur et celle du détenteur, tous deux semblant détenir la marchandise pour le compte du propriétaire véritable.

Des autorisations obtenues par l'emprunteur et le tiers détenteur découlent pour eux les obligations suivantes :

1° Lorsque la marchandise a été confiée au tiers détenteur avec la faculté pour celui-ci de l'utiliser, le souscripteur demeure solidairement responsable avec lui du remplacement ;

2° Le détenteur qui n'a pas reçu de l'autorité permission d'utiliser la marchandise est seul tenu de son remplacement. Sa situation est comparable à celle du dépositaire de l'article 1930 du Code civil. Le droit de se servir de la chose déposée ne se présume pas alors que l'acte de dépôt n'en fait pas mention (*J. G.* 63).

Toutes les obligations qui incombent, en vertu du présent décret, au tiers détenteur du stock warranté sont définitivement à sa charge par la seule apposition sur le warrant de sa signature (art. 7) ;

3° L'emprunteur doit à l'échéance payer le montant du warrant entre les mains du dernier porteur.

*Sanction de l'inexécution des obligations
de l'emprunteur ou du tiers détenteur*

Toute infraction aux obligations qui incombent à l'emprunteur et au tiers détenteur du fait de la garde de la chose, ou de l'utilisation en dehors des conditions prévues à la convention, est punie par la loi :

1° la fausse déclaration concernant la quantité ou la valeur de la marchandise warrantée ; le détournement ;

2° l'utilisation partielle ou totale de la marchandise dans des conditions autres que celles prévues à la convention et alors que l'emprunteur ou le détenteur ne sont pas en mesure d'en assurer le remplacement, exposent les délinquants aux peines prévues aux articles 405 ou 406 et 408 du Code pénal.

Enfin, tout emprunteur ou détenteur failli ne représentant pas quantités de marchandises suffisantes pour remplir de leurs droits les porteurs des divers warrants dont il détenait le gage, sera déclaré coupable de banqueroute simple, à moins que le jugement de faillite n'ait été rendu avant l'expiration du délai fixé pour le remplacement.

*
**

Nous croyons devoir étudier un peu plus longuement la question du délai de remplacement prévu à l'article premier du décret.

Ce délai de remplacement est souvent nécessaire surtout lorsqu'il s'agit de matières périssables qui nécessitent un renouvellement fréquent du stock, comme le caoutchouc par exemple.

Mais, si la protection des créanciers porteurs de warrants par rapport aux autres créanciers de l'emprunteur est organisée sur des bases solides lorsque, à l'échéance, les marchandises warrantées sont encore dans les magasins de l'emprunteur ou du tiers détenteur, on peut se demander ce qu'il adviendrait des droits du porteur dans le cas où l'emprunteur ou le détenteur tomberait en faillite pendant le délai prévu pour le remplacement.

Il semble, à première vue, que le porteur du warrant perde dans ce cas toute sa garantie et c'est sans doute en vue de tenir compte des légitimes inquiétudes que pouvait provoquer l'attribution de ce délai que le législateur a décidé de déclarer banqueroutier l'emprunteur ou le détenteur qui aurait fait faillite sans représenter la quantité de marchandises suffisante pour remplir de leurs droits les porteurs des divers warrants de stocks dont il détenait le gage.

A notre avis, nous pensons que les droits du porteur ne sont pas en danger pendant la période du remplacement :

d'une part, le délai nécessaire à l'emprunteur ou au détenteur pour effectuer le remplacement étant accordé par l'autorité qui a la surveillance du stock et dans les conditions prévues à la convention dont celui-ci a fait l'objet, l'opération de

remplacement est effectuée avec le maximum de garantie ;

d'autre part, étant donné le caractère même de l'opération, il semble que les risques ne doivent en être supportés que par l'Etat.

En effet, nous assimilons la responsabilité qui découle pour l'Etat du défaut de présentation de marchandises pendant la période du délai à la responsabilité qu'il assume lorsqu'il fait opposition à la vente judiciaire dans les conditions prévues au dernier paragraphe de l'article 14 du décret et nous en concluons qu'il est tenu dans les mêmes conditions d'effectuer le remboursement du warrant impayé.

D. — DROITS DU PORTEUR

Les droits du porteur du warrant sur stocks sont identiques à ceux du porteur du warrant pétrolier.

a) droit de faire vendre, avec l'autorisation du ministre responsable, les produits warrantés au cas de non paiement à l'échéance ;

b) droit de préférence sur le prix de la vente et, accessoirement, sur l'indemnité d'assurance si les produits sont assurés.

A ce sujet nous signalons l'intérêt que présente pour le porteur du warrant les dispositions du décret-loi du 19 octobre 1939 (3), tendant à l'institution d'un groupement entre organismes d'assurances contre

(3) Modifié par le décret-loi du 22 février 1940, l'article 7 du décret-loi du 14 mai 1940, et la loi du 20 août 1940.

l'incendie, pour la garantie contre les risques de guerre de certains stocks, matières ou produits.

La liste de ces stocks, matières ou produits, a été fixée par des décrets (4) contresignés par le Ministre du Travail, le Ministre des Finances et par le Ministre responsable en vertu des dispositions de l'article 45 de la loi du 11 juillet 1938.

Ce décret a été pris en vue de faciliter le financement des opérations de constitution et de renouvellement des approvisionnements de matières ou produits indispensables à la défense nationale ou au ravitaillement de la population civile.

Aux termes de ce décret, la garantie d'assurance est donnée par un groupement d'assureurs privés, qui pourra comprendre, sous réserve de l'habilitation donnée par le Ministre du Travail, toutes les sociétés d'assurances contre l'incendie opérant en France. Les sociétés ainsi réunies en groupement prêtent leur organisation administrative et technique et l'entremise de leurs agents.

Le groupement fonctionne sous le contrôle de l'Etat et avec sa participation.

Les faits de guerre étrangère couverts par la garantie donnée par le « Groupement pour l'assurance des risques de guerre » comprennent indépendamment des risques énoncés dans les conditions géné-

(4) Notamment les décrets du 30 octobre 1939, du 8 février 1940, des 7 et 15 mars 1940, et des 9, 17, 18 et 20 avril 1940.

rales de la police, les attaques des puissances étrangères ou les actes de défense contre celles-ci ou destinées à prévenir une attaque éventuelle ainsi que la capture ou la destruction par des puissances étrangères.

Dans ces conditions le porteur devra veiller à ce que les produits faisant l'objet du warrant soient bien couverts contre les risques d'incendie conformément aux dispositions du décret du 19 octobre.

Il peut d'ailleurs, pour garder tous ses droits, souscrire pour son compte une police d'assurance couvrant ces risques particuliers dans le cas où l'emprunteur aurait négligé de le faire.

En cas de sinistre dû à des faits de guerre étrangère suivant que les produits seront assurés ou non au titre du régime d'assurance organisé par le décret-loi du 19 octobre, le porteur du warrant aura ou non un privilège sur les indemnités d'assurance au même titre que sur les produits.

c) droit de recours, en cas d'insuffisance, contre l'emprunteur et les endosseurs.

Enfin, l'article 8 reconnaît au porteur le droit « à tout moment de faire désigner un huissier ou « autre mandataire à l'effet de constater l'état du « stock ».

S'il résulte de ce constat que le stock a subi des diminutions, le porteur du warrant peut assigner en référé devant le président du tribunal de commerce de la situation des produits et faire prononcer l'exigibilité immédiate du warrant, à moins que la partie

encore existante du stock soit notoirement suffisante pour répondre du montant de l'effet.

A notre avis, les droits du porteur auraient été mieux sauvegardés si l'article 8 avait été rédigé de la façon suivante : « ...à tout moment... à moins que
« la partie du stock encore existante soit notoirement
« suffisante pour répondre du montant des warrants
« émis à cette date », puisqu'il peut être créé plusieurs warrants sur le même stock (art. 3).

E. — GARANTIE DU DROIT DES TIERS. PUBLICITÉ

L'article 10 du décret reproduit les dispositions des articles 4 et 5 de la loi du 21 avril 1932, relatives à la publicité du warrant. Mais la délivrance au requérant d'un état des warrants sur stocks inscrits depuis moins de cinq ans ou d'un certificat qu'il n'existe pas d'inscriptions, est, ici, subordonnée à l'autorisation du général commandant la région ou de son délégué. Cette formalité est une mesure de défiance vis-à-vis de tout requérant qui ne pourrait justifier de l'intérêt direct qu'il a à connaître l'état des inscriptions pouvant exister sur le warrant. Il ne faut pas perdre de vue que le warrantage de stocks constitués pour les besoins de la défense nationale est consenti aux titulaires en vertu de conventions passées avec l'Etat, et que tout ce qui a trait aux marchés de fournitures, contrairement à la règle concernant la constitution des stocks de pétrole, demeure, en principe, secret.

SECTION II

Réalisation du warrant sur stocks

Nous examinerons, dans cette section, très brièvement et suivant l'ordre établi :

- A. Le paiement avant l'échéance ;
- B. Le paiement à l'échéance ;
- C. Le paiement forcé ;
- D. L'obligation de garantie ;
- E. Les conséquences de la réalisation du warrant.

Nous n'aurons guère de développements à faire en ce qui concerne cette matière ; la vente amiable ou forcée, le remboursement, intervenant à peu près dans les mêmes conditions que la vente ou le remboursement prévus par la loi de 1932.

A. — PAIEMENT AVANT L'ÉCHÉANCE

L'emprunteur qui veut se libérer par anticipation a la faculté, après autorisation du ministère responsable de la marchandise :

a) soit de vendre les produits warrantés à l'amiable ;

b) soit de s'acquitter dans toute autre circonstance envers le prêteur.

L'emprunteur doit proposer le remboursement au porteur ; si celui-ci refuse, le débiteur suivra la procédure des offres et de la consignation comme il a été dit dans notre première partie relative au warrant pétrolier.

B. — PAIEMENT A L'ÉCHÉANCE

Le paiement à l'échéance, prévu au paragraphe 3 de l'article 10 reproduit l'article 5, paragraphe 2, du warrant pétrolier. Le porteur doit réclamer à l'emprunteur paiement de sa créance échue ; le remboursement effectué libère le débiteur. Le greffe du tribunal de commerce enregistre le remboursement et remet à l'emprunteur un certificat de radiation de l'inscription. Celui-ci peut, dès lors, émettre un nouveau warrant.

C. — PAIEMENT FORCÉ

Le prêteur dont le warrant arrive à l'échéance, ainsi que nous l'avons dit précédemment, doit réclamer paiement de sa créance au débiteur et, à défaut de paiement, réitérer sa demande par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les premiers paragraphes de l'article 14 du décret reproduisent intégralement les dispositions de l'article 9 du warrant pétrolier ; la procédure qui se déroule est la même, mais l'article 14 prévoit des mesures particulières applicables au warrant sur stock ainsi que l'autorisation nécessaire du Ministère responsable de la marchandise. Le Président du Tribunal de Commerce à qui la requête du prêteur a été présentée à l'effet de se faire désigner l'officier public chargé de la vente, peut, en outre, lui confier la mission de prendre immédiatement possession de la marchandise en qualité de séquestre. L'autorité

désignée par le Ministère responsable à la faculté de s'opposer à la vente, le créancier devra donc lui dénoncer cette vente, par acte extra-judiciaire, afin de lui permettre de faire opposition si telle est son intention.

Le délai prévu est de trente jours après lesquels l'opposition n'étant plus recevable, le porteur obtient du Président du Tribunal fixation des jour, lieu et heure de la vente qui peut être autorisée sans affiche, après une ou plusieurs annonces « à son de trompe ou de caisse ».

L'officier public chargé de la vente prévient l'emprunteur et les endosseurs, par lettre recommandée, huit jours à l'avance, des jour, heure et lieu de la vente. La publicité donnée sera constatée par une mention insérée au procès-verbal de vente.

Les différences qu'on peut noter ici entre les dispositions des articles 14 du warrant sur stock et 9 du warrant pétrolier ont toujours la même origine, qui est l'intervention à l'acte de l'autorité responsable.

La vente judiciaire, ainsi que nous l'avons vu en étudiant le warrant pétrolier, peut désintéresser complètement le porteur. Dans le cas où le prix de vente est insuffisant pour le rembourser, le porteur, dans les mêmes conditions précédemment étudiées au chapitre correspondant des warrants pétroliers, peut exercer un recours contre l'emprunteur et les endosseurs.

Lorsqu'il y a lieu à remboursement du warrant par l'Etat, en raison de l'opposition faite par ce

dernier à la vente judiciaire conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 14, le porteur n'est pas tenu de réclamer ce remboursement ; il a la faculté d'exercer ses recours dans le mois de cette opposition contre les précédents endosseurs et le souscripteur.

Ce remboursement reste dû à tout co-obligé qui a désintéressé un endosseur subséquent et qui, lui-même, n'a pas de recours ou n'entend pas exercer de recours contre un précédent signataire (art. 16). — Le décret ne précise pas dans quelles conditions le remboursement peut être demandé à l'Etat, sous quelle forme et dans quel délai il doit être formulé.

Par ailleurs, et pour terminer la question de la vente judiciaire, il se peut que plusieurs warrants aient été émis sur le même stock et qu'il y ait insuffisance du prix de vente.

Dans ce cas, l'article 4 prévoit que la répartition sera faite proportionnellement entre les différents porteurs de warrants.

*

**

La vente amiable sur requête s'effectue dans des conditions analogues à celles qui sont établies sur cette matière par la loi de 1932. Toutefois le porteur du warrant sur stocks a l'obligation d'établir devant le Président du Tribunal de Commerce et avant toute procédure qu'il a dénoncé la vente à l'autorité compétente et que celle-ci n'a pas fait opposition dans le délai qui lui est imparti.

D. — OBLIGATION DE GARANTIE

En vertu de l'article 8 du décret, à tout moment, le porteur du warrant ou le souscripteur lui-même, s'il s'agit d'un stock confié à un tiers, peuvent sur simple requête présentée au Président du Tribunal de Commerce du lieu de conservation du gage, faire désigner un huissier ou autre mandataire de justice à l'effet de constater l'état du stock.

S'il résulte de ce constat que le stock a subi des diminutions non compensées, le porteur du warrant peut assigner en référé devant le même magistrat, à l'effet de voir prononcer l'exigibilité immédiate du warrant, laquelle sera toujours accordée, à moins que la partie du stock encore existante soit notoirement suffisante pour répondre du montant de l'effet.

E. — CONSÉQUENCE DE LA RÉALISATION DU WARRANT

La réalisation du warrant a pour effet de provoquer la radiation de l'inscription.

Cette radiation intervient sur la justification, soit du remboursement de la créance garantie par le warrant, soit d'une main-levée régulière.

L'emprunteur qui aura effectué ce remboursement sera remis en possession du warrant par le dernier porteur.

Mention du remboursement ou de la main-levée sera faite sur le registre spécial prévu à l'article 5 du décret.

Enfin, nous savons que l'inscription sera radiée d'office au bout de cinq ans si elle n'a pas été renouvelée. Un warrant peut être réinscrit après radiation, mais il ne vaudra à l'égard des tiers que du jour de la réinscription.

TROISIÈME PARTIE

LE NOUVEAU
WARRANT INDUSTRIEL

CHAPITRE PREMIER

SECTION I

Origine du warrant industriel

Nous nous proposons dans cette dernière partie d'étudier le nouveau warrant industriel créé par la loi du 12 septembre 1940 (1).

Cette loi, relative au financement des fabrications de démarrage faisant l'objet de lettres d'agrément, a pour but de favoriser la fabrication de produits de nécessité courante. Elle autorise les industriels — invités par la « lettre d'agrément » à entreprendre les dites fabrications — à warranter les produits fabriqués par eux, conformément aux dispositions de la loi du 12 septembre, tout en en conservant la garde dans leurs usines ou dépôts.

Cette dernière institution du warrantage sans dépossession du débiteur est applicable aux industriels, sans distinction, en mesure de fabriquer des produits d'utilisation courante. Elle a donc un champ d'application extrêmement vaste et ne se limite pas seulement, comme nous l'avons vu au cours des précédentes études, aux seuls produits d'une industrie déterminée.

(1) *J. O.* du 13 septembre 1940, page 4.980.

Son but est de venir en aide, par le moyen du crédit institué par le warrantage, aux industriels qui travaillent en collaboration avec l'Etat et sous son contrôle à la réédification de la nation sur un plan purement économique.

La lettre d'agrément, conviant les industriels à entreprendre la fabrication des dits produits, leur est adressée après avis du Comité d'Organisation prévu par la loi du 16 août 1940 ou à défaut, des organismes professionnels existants.

Les Comités d'organisation créés par l'Etat sont substitués à la libre initiative des organisations professionnelles intéressées. Les problèmes actuels sont immenses et seul l'Etat est en mesure d'y faire face par une action énergique et rapide.

Notons, toutefois, que les organisations professionnelles, — qui n'ont pas été écartées par les dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 2 de la loi du 16 août, prévoyant la dissolution des organismes dont l'activité se révélerait nuisible, — peuvent soumettre des propositions à l'agrément du Ministre pour la constitution de ces comités d'organisation. Souvent même, les fédérations, chambres syndicales et autres groupements existants, leur serviront de noyau. De la sorte, dans les cadres d'une discipline qui s'impose, peut être réalisé un heureux accord entre l'autorité gouvernementale et les ressortissants de la profession.

La composition du Comité d'Organisation est fixée par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail, qui exerce, soit par lui-même, soit par son représentant auprès du Comité, un contrôle constant sur ce dernier et qui pèse sur toutes ses décisions.

*
**

La mission du Comité est de prendre toutes dispositions relatives à l'activité des entreprises pour l'emploi des matières premières, de surveiller le choix des produits, leur qualité, sans toutefois que le contrôle exercé bride les initiatives privées qui se soumettent à la discipline nécessaire.

*
**

Dans cette organisation, l'initiative des décisions à intervenir incombe au Gouvernement qui a la direction de l'économie du Pays. Il n'est pas possible, en effet, dans l'état actuel de pénurie des matières premières, de réduction des transports, de paralysie de l'activité économique, que chaque chef d'entreprise soit laissé maître d'organiser à sa guise sa production.

Pour chaque branche d'activité, un plan méthodique de reprise progressive de la production devra être rapidement établi par les dirigeants responsables des groupements professionnels intéressés. Ce plan sera soumis à l'approbation du Ministre de la Production Industrielle et du Travail. Une fois arrêté

par le Ministre, ce plan de production devra être fidèlement exécuté par les industriels sous la responsabilité des dirigeants du groupement professionnel.

Ce plan, établi pour chaque industrie, devra répondre en particulier aux buts suivants :

— redonner rapidement du travail au plus grand nombre possible d'entreprises, de travailleurs ;

— satisfaire les besoins essentiels de la collectivité ;

— économiser strictement les devises étrangères, les matières premières et les transports ;

— normaliser les types et spécialement les pièces détachées (2).

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail est autorisé, jusqu'au 1^{er} juillet 1941 à inviter les industriels à solliciter la lettre d'agrément dont l'obtention leur permettra d'entreprendre la fabrication des produits et éventuellement leur warrantage.

Notons qu'il s'agit là d'une organisation dont le caractère est provisoire. Tous les efforts accomplis dans ce domaine tendent à faire face aux nécessités de l'heure présente.

(2) Note d'informations adressée par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production aux Préfets, Chambres de Commerce et principaux groupements professionnels, le 24 août 1940.

SECTION II

La lettre d'agrément

A. — DÉFINITION

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 12 septembre, la lettre d'agrément est une invitation à entreprendre la fabrication de produits d'utilisation courante paraissant répondre à des besoins certains. Cette invitation est adressée par le Ministre de la Production Industrielle et du Travail après avis du Comité d'organisation ou à défaut d'un organisme professionnel compétent pour la fabrication visée. Elle indique la nature, la qualité et la quantité des produits à fabriquer, le prix de vente limite au-dessous duquel toute transaction devra être approuvée par le Ministre de la Production, les délais dans lesquels la fabrication devra être entreprise et effectuée, ainsi que les conditions particulières relatives aux modalités et aux lieux de production.

B. — CLASSIFICATION DES LETTRES D'AGRÉMENT (3)

Le Ministre peut, sous la forme d'une lettre d'agrément, soit agréer des initiatives émanant d'industriels ou de leurs groupements, soit prendre l'initiative d'inviter un industriel ou un groupement à entreprendre une fabrication.

(3) D'après une note du Ministre de la Production industrielle et du Travail aux Directions de son Administration, le 23 octobre 1940.

En ce dernier cas, le Ministre donne soit un agrément individuel à l'industriel isolé, soit un agrément collectif (qui se subdivisera par la suite en une collection de lettres d'agrément individuel) à un ensemble d'industriels.

Il peut être délivré soit des lettres d'agrément simples, soit des lettres d'agrément comportant certains avantages spéciaux; compte tenu des avantages qu'elles confèrent à leur titulaire, les lettres d'agrément peuvent être classées de la manière suivante :

Type I : Les lettres d'agrément simples.

Elles donnent à l'industriel :

a) le droit d'utiliser la procédure du warrant industriel ;

b) la possibilité d'obtenir le concours de la Caisse des marchés pour assurer le financement des stocks fabriqués et pour faciliter au banquier de l'industriel le financement de la fabrication agréée, dans les mêmes formes que s'il s'agissait de financer un marché public, en donnant par exemple un aval conditionnel.

Type II : Les lettres d'agrément comportant outre les avantages attachés au type I une promesse, sur avis conforme du répartiteur responsable, d'allocation de matières premières.

Elles permettent alors à l'industriel d'obtenir de la section compétente de l'Office de Répartition des Produits Industriels, les matières dont il a besoin pour exécuter la fabrication agréée.

Type III : Les lettres d'agrément comportant, sauf dérogation spéciale, les avantages attachés aux types I et II et assorties d'une demande du Ministre de la Production à la Caisse Nationale des Marchés, d'assurer les risques du financement de la fabrication agréée. Si la caisse croit pouvoir le faire, elle donne alors par exemple soit un aval inconditionnel sur les effets créés en contre-partie des avances bancaires, soit des acceptations signées au vu d'états d'avancement de la fabrication, soit son aval sur des effets tirés par les fournisseurs et acceptés par l'industriel.

Type IV : Les lettres d'agrément délivrées dans le cadre d'un agrément collectif. Elles comportent les avantages attachés au type I. De plus, elles sont toutes délivrées sur avis conforme du répartiteur responsable et donnent droit à l'allocation de matières premières.

Parmi les lettres de cette catégorie, certaines d'entre elles pourront à titre exceptionnel contenir la demande de financement de la fabrication qui permet à la Caisse Nationale des Marchés, si elle estime pouvoir le faire, d'accorder le concours spécial réservé aux titulaires de la lettre du type III.

C. — DÉLIVRANCE DE LA LETTRE D'AGRÉMENT

Il n'est délivré de lettre d'agrément qu'autant qu'une analyse de la situation économique permet de prévoir des débouchés pour les produits agréés.

La lettre d'agrément est délivrée par le Ministre:

Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail.

La lettre d'agrément requiert toujours l'intervention d'un organisme professionnel, soit pour donner son avis sur les agréments individuels, soit pour répartir les agréments collectifs.

A côté de cet organisme professionnel, il est officiellement constitué une Commission consultative des lettres d'agrément et un Comité d'examen en vue de permettre au Ministre d'élaborer le programme de fabrication qui sera financé au moyen des lettres d'agrément proposées à sa signature.

La Commission Consultative des lettres d'agrément sera présidée par le Ministre ou à défaut par le Directeur de son cabinet ; elle comprendra :

Le Secrétaire Général à l'Energie ou son représentant ;

Le Secrétaire Général à l'Industrie et au Commerce Intérieur ou son représentant ;

Le Secrétaire Général au Ministère des Finances pour les questions économiques ou son représentant ;

Le Président du Crédit National et de la Caisse Nationale des Marchés ;

Le Directeur de la Caisse Nationale des Marchés.

La Commission pourra s'adjoindre toute personne dont elle estimera utile d'entendre l'avis.

Le Comité d'Examen des lettres d'agrément se réunira pour procéder aux études qui lui seront con-

fiées par la Commission Consultative sous la présidence du Secrétaire Général à l'Industrie et au Commerce Intérieur ou du Secrétaire Général à l'Energie.

Il comprendra :

Deux représentants du Ministère de la Production Industrielle et du Travail, un représentant du Ministère des Finances ;

Le Secrétaire Général de la Caisse Nationale des Marchés.

En outre, l'intervention de deux organismes, l'Office de Répartition des Produits Industriels, d'une part, la Caisse Nationale des Marchés de l'Etat d'autre part, peut être nécessaire.

L'Office de Répartition et les répartiteurs responsables interviennent pour donner leur avis conforme dans les cas où le Ministre de la Production désire adresser des lettres d'agrément individuelles des types II et III ou des lettres d'agrément collectives.

La nature des interventions de la Caisse des Marchés appelle les précisions suivantes :

1° Son intervention ne donne pas seulement un moyen de crédit. Elle permet aussi d'assurer à l'industriel que ses opérations se dénoueront si elles sont conduites sans faute grave, sans mettre son établissement en difficulté.

Il faut souligner en effet que toute entreprise sérieusement gérée est apte à recevoir sans autre condition l'aide de la Caisse pour le financement des stocks, puisque celle-ci ne fera pas entrer en ligne de compte la rentabilité propre de la production

agréée (rentabilité qui a dû en principe faire l'objet d'un examen favorable lors de l'envoi de la lettre d'agrément).

Dans le cas où le produit resterait invendu, l'industriel pourra résoudre les difficultés financières qui résulteraient de cet échec. Si, pour une cause qui tiendrait non à une faute de l'industriel mais à la situation économique générale, la réalisation du gage donné à la Caisse ne faisait pas rentrer celle-ci dans ses débours, l'apurement de l'opération serait opéré par ses soins en accord avec les pouvoirs publics.

En pratique, au cas où les produits warrantés ne pourraient être vendus et si la responsabilité de l'industriel ne pouvait être mise en cause, la Caisse ne pourrait prétendre recouvrer sur ces derniers une somme supérieure au produit de la réalisation du gage. Si les produits warrantés n'étaient vendus par l'industriel qu'à un prix moyen insuffisant pour assurer le remboursement des crédits consentis par la Caisse, mais si le prix pratiqué avait fait l'objet d'une autorisation préalable du Ministre de la Production, la Caisse ne pourrait prétendre recouvrer sur l'industriel une somme supérieure au produit de la vente.

Dans tous les cas les pertes de créance seront en tout ou partie remboursées par l'Etat à la Caisse dans les conditions prévues à la convention passée entre cet établissement et le Ministre des Finances sur des crédits ouverts au Ministre de la Production.

2° En vue du financement de la fabrication agréée, la Caisse se contentera d'examiner l'aptitude

économique et financière de l'entreprise à mener à bonne fin ladite fabrication.

3° Dans les cas exceptionnels où il serait demandé à la Caisse d'assumer les risques bancaires afférents à la fabrication agréée, son intervention sera facilitée par le fait que les lettres d'agrément qui lui demanderont expressément d'intervenir comportent toujours l'allocation de matières premières.

En définitive, grâce aux modalités variées d'intervention combinée de l'Office de Répartition des Produits Industriels et de la Caisse Nationale des Marchés, toutes les conditions sont donc réunies pour que les destinataires de lettres d'agrément soient à même, compte tenu de leur situation économique et financière, de réunir d'abord les moyens techniques qu'exige la fabrication agréée et d'obtenir les moyens financiers adaptés à leurs besoins pour fabriquer et, s'il est nécessaire, pour attendre la vente des produits agréés (4).

D. — UTILISATION DE LA LETTRE D'AGRÉMENT (4)

Il y a lieu de prévoir deux cas d'utilisation du système de la lettre d'agrément.

Premier cas. — Il servira tout d'abord à encourager l'initiative individuelle.

Dans ce cas, les demandes d'agrément des industriels seront adressées au Ministre qui prendra l'avis des organismes professionnels compétents et éven-

(4) Note du Ministre de la Production Industrielle et du Travail aux Directions de son Administration, précitée.

tuellement, s'il désire donner une lettre d'agrément du type II ou du type III, de la section intéressée de l'Office de Répartition des Produits industriels.

L'examen portera :

a) sur l'opportunité de la fabrication, eu égard aux disponibilités en matières premières et aux besoins réels de la consommation ;

b) sur la fixation du prix de vente limite au-dessous duquel toute transaction doit être autorisée par le Ministre de la Production Industrielle.

Deuxième cas. — Les initiatives agréées dans les conditions prévues dans le premier cas peuvent rester exceptionnelles. L'intérêt principal du système serait alors de faciliter le démarrage de l'économie dans le cadre d'un plan d'ensemble. Ce que l'on doit attendre des initiatives privées, c'est qu'elles viennent combler les lacunes du programme gouvernemental.

Celui-ci sera mis en œuvre selon la procédure suivante :

1° Les grandes lignes du programme de fabrication seront posées par le Ministre en tenant compte des besoins probables d'une part, des ressources en matières premières d'autre part.

2° Les directions compétentes définiront les types et les qualités des produits à fabriquer.

Dans la plupart des cas à raison de l'urgence, ces définitions seront forcément sommaires. Toutefois, s'il paraît indispensable d'exiger de telle ou telle industrie un effort de qualité ou de normalisation,

la définition pourra prendre exceptionnellement la forme d'un véritable cahier des charges. Les Directions fixeront également l'échelonnement des fabrications.

3° Les programmes ainsi déterminés seront transmis aux organismes professionnels qui :

a) feront connaître leurs observations ;

b) proposeront une estimation de la valeur des produits qui servira de base au calcul des ouvertures de crédit. Cette estimation pourra comprendre l'amortissement accéléré de l'outillage pour les produits dont les débouchés sont limités dans le temps.

4° L'accord étant réalisé entre les Directions compétentes et les organismes professionnels, ceux-ci seront chargés de répartir la production totale entre leurs adhérents, en respectant l'échelonnement prévu au programme et en tenant le plus large compte des besoins et de la situation actuelle de la petite et moyenne industrie.

Il n'est pas nécessaire que cette répartition soit connue dans son ensemble immédiatement. Mais il faut :

a) que l'échelonnement prévu soit respecté ;

b) que les producteurs bénéficiaires soient situés dans les régions où se trouvent les disponibilités en main-d'œuvre et des stocks des principales matières premières nécessaires. Les Groupements devront donner à cet égard toutes justifications utiles.

CHAPITRE II

ECONOMIE DU WARRANT INDUSTRIEL

La loi du 12 septembre 1940 institue un nouvel instrument de politique économique : la lettre d'agrément que nous avons étudiée et qui autorise les industriels bénéficiaires de la lettre, à warranter leurs produits tout en en conservant la garde dans leurs usines ou dépôts.

L'institution de ce warrantage reproduit dans son ensemble les dispositions des textes antérieurs relatifs au warrantage, et notamment celles de la loi du 21 avril 1932 et du décret du 24 juin 1939 concernant les warrants pétroliers et sur stocks de guerre.

*
**

Nous nous proposons dans une première section de passer en revue les conditions de création et de fonctionnement du warrant industriel ; dans une deuxième section, nous examinerons les modes de réalisation du warrant.

Ces matières ne nécessitent pas un long développement, le texte de la loi du 12 septembre 1940 reproduisant à peu près exactement les dispositions des textes précédents.

SECTION I

Conditions de création et de fonctionnement du warrant

A

a) Condition de fond.

Les conditions de fond du warrant industriel n'offrent rien de particulier. Nous passerons à l'étude des conditions de forme après nous être bornés à indiquer que le souscripteur doit être titulaire d'une lettre d'agrément.

b) Condition de forme.

Le greffier du tribunal de commerce se fait représenter la lettre d'agrément. Après avoir rapporté en tête du warrant la date et le numéro de cette lettre ainsi que la désignation de l'autorité qui l'a délivrée, il établit le warrant dans des conditions de forme exactement semblables à celles que nous avons précédemment étudiées, relatives à la nature, la qualité, etc... ; il mentionne si le produit est assuré ou non.

Ce warrant est valable pour un an, mais peut être renouvelé.

Le législateur a reproduit les dispositions de précédents textes établissant le warrant sur une certaine quantité de marchandise d'une qualité spécifiée, sans qu'il soit besoin de séparer matériellement les produits warrantés des autres produits similaires détenus par l'emprunteur.

On a pu se demander s'il ne convenait pas de modifier la formule « quantité de marchandise » qui paraissait peu explicite. Il est préférable cependant de maintenir cette expression qui correspond à la réalité des choses. Si le prêteur était mis en possession de la marchandise, il faudrait identifier les produits transférés.

L'emprunteur demeuré gardien de la marchandise est seulement tenu d'en représenter la quantité et la qualité.

En ce qui concerne la durée de validité du warrant industriel, elle est limitée à un an. Cette disposition du législateur marque le souci de faciliter seulement les opérations à court terme et est en harmonie avec les mesures, d'ordre économique, prises actuellement et qui ont un caractère provisoire. Par contre la durée de validité ne correspond pas à la durée d'inscription qui est de deux ans.

Aux termes de l'article 5 de la loi, le greffier délivrera à tout requérant un état des warrants industriels inscrits depuis moins d'un an au nom de l'emprunteur ou un certificat qu'il n'existe pas d'inscription.

Si l'emprunteur ne renouvelle pas le warrant et s'il néglige de faire radier l'inscription, cette radiation n'interviendra d'office qu'après deux ans.

Ce défaut de concordance conduit à cette situation singulière que le greffier peut délivrer un certificat de non-inscription alors qu'un warrant demeure inscrit régulièrement.

Le législateur n'a pas réglé la question du conflit qui peut s'élever entre le bailleur et le porteur.

Cette omission nous paraît regrettable. En effet, il se peut que les produits pouvant faire l'objet de ce warrant soient entreposés dans des locaux industriels d'une valeur locative élevée. Il aurait paru désirable d'introduire dans la nouvelle loi des dispositions analogues à celles que contiennent la loi de 1906 sur les warrants agricoles et la loi de 1913 sur les warrants hôteliers.

Notons ici que le dernier paragraphe de l'article 2 prévoit que les produits faisant l'objet d'une seule lettre d'agrément peuvent être fractionnés en plusieurs warrants.

Le législateur, par cette précision, a entendu ne laisser subsister aucune des incertitudes de la loi de 1932 concernant la possibilité de la création de plusieurs warrants sur le même stock. L'étendue du prêt sera désormais fixée par le mode du fractionnement qui écarte l'éventualité du concours entre porteurs de divers warrants en cas d'insuffisance, éventualité qui peut se produire en ce qui concerne le warrant sur stock de guerre.

Le warrant industriel est passible du droit de timbre des effets de commerce.

L'enregistrement ne devient obligatoire qu'en cas de vente judiciaire.

B. — CIRCULATION DU WARRANT INDUSTRIEL.
ENDOSSEMENT. ESCOMPTE. RÉESCOMPTE. AVAL

L'article 8 de la loi qui reproduit les dispositions des précédents textes concernant la circulation du titre : endossement, escompte, réescompte, introduit dans ces diverses opérations la présence d'un avaliste.

L'article 17 prévoit l'intervention de la Caisse Nationale des marchés de l'Etat qui est habilitée à intervenir et autorisée à recevoir en garantie, endosser, accepter, avaliser tous effets de commerce afférents au financement des productions.

Indiquons ici que dans le cas où des circonstances exceptionnelles empêcheraient la réalisation normale des gages constitués par les marchandises warrantées, les modalités d'apurement des opérations réalisées par la Caisse Nationale des marchés de l'Etat, au titre de la présente loi, seront fixées par une convention qui interviendra à cet effet entre le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et ledit établissement.

Enfin, en vertu de l'article 9, les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants industriels comme effets de commerce avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

C. — OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR

Les obligations qui incombent à l'emprunteur sont les mêmes que celles qui existent à la charge des emprunteurs sur stocks de pétrole et sur stocks de guerre.

Aux termes de l'article 6 de la loi, l'emprunteur est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde et cela sans aucune indemnité opposable au bénéficiaire du warrant.

Il doit rembourser le warrant au dernier porteur à l'échéance.

D. — DROITS DU PORTEUR

En ce qui concerne les droits du porteur du warrant, ils n'offrent aucune particularité qui les distinguent des droits du porteur des précédents warrants, si ce n'est que le texte prévoit la présence d'un avaliste à l'opération et qu'il devra être tenu compte de son intervention.

Ces droits du porteur se résument ainsi :

a) droit de faire vendre la marchandise s'il n'est pas payé à l'échéance.

Le défaut de paiement est dénoncé à chacun des endosseurs ou avaliste.

Le greffe fait connaître cet avertissement aux endosseurs ou avaliste.

Il est ensuite procédé à la vente publique de la marchandise dans les conditions de vente que nous connaissons déjà.

b) droit de recourir en cas d'insuffisance contre les endosseurs ou avalistes.

Toutes ces dispositions sont reprises des textes précédents.

Enfin, à côté de ces droits principaux, nous retrou-

vons le droit de contrôle sur la marchandise, et l'exigibilité du warrant.

Aux termes de l'article 6 paragraphe 2, le porteur à tout moment peut, sur simple requête présentée au président du tribunal de commerce du lieu de conservation du gage, faire désigner un huissier ou un autre mandataire de justice, à l'effet de constater l'état du stock warranté.

Sur ce constat, et s'il en résulte que ledit stock a subi des diminutions, le porteur du warrant peut assigner en référé devant le même magistrat à l'effet de voir prononcer l'exigibilité immédiate du warrant.

E. — GARANTIE DU DROIT DES TIERS — PUBLICITÉ

La publicité prévue à l'article 5 de la loi est assurée de la même manière et dans les mêmes formes que la publicité des précédents warrants. L'article 5 précise que la justification du remboursement résulte d'une simple mention d'acquit, alors que la main-levée doit être faite par acte authentique ou sous seing-privé et que sous cette dernière forme, elle doit être accompagnée du bordereau d'inscription.

Mention du remboursement ou de la main-levée est faite sur le registre au Tribunal de Commerce de la situation du gage.

SECTION II

Réalisation du warrant industriel

A. — PAIEMENT AVANT L'ÉCHÉANCE

L'emprunteur conserve le droit, dans les mêmes conditions établies par les textes précédents :

a) de vendre les produits warrantés à l'amiable, avant le paiement de la créance et sans le concours du prêteur, mais la tradition à l'acquéreur ne peut être opérée que lorsque le créancier a été désintéressé.

b) Il peut même avant l'échéance rembourser la créance garantie par le warrant industriel. Si le porteur refuse, la procédure adoptée est celle des offres et de la consignation.

Le remboursement anticipé fait bénéficier l'emprunteur des intérêts restant à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de huit jours (art. 7).

B. — PAIEMENT A L'ÉCHÉANCE

Le paiement à l'échéance, prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 10, ne présente aucune difficulté : le porteur doit réclamer à l'emprunteur le remboursement de sa créance.

La radiation de l'inscription est opérée sur la justification du remboursement. Cette justification résulte de la simple présentation du warrant revêtu d'une mention d'acquit. Le remboursement effectué libère le débiteur.

C. — PAIEMENT FORCÉ

En cas de non-paiement à l'échéance, la procédure de la vente judiciaire prévue à l'article 10 de la loi est calquée sur la procédure du warrant pétrolier.

Le remboursement forcé avant l'échéance est prévu dans le cas de non conformité, ou de diminution des stocks. Le porteur peut assigner en référé devant le Président du Tribunal de Commerce afin de faire prononcer l'exigibilité immédiate du warrant, sans préjudice des pénalités prévues à l'article 13.

Nous avons vu déjà ce cas de remboursement forcé avant l'échéance en étudiant les droits du porteur.

Vente amiable

La vente amiable peut être substituée à la vente publique. L'acceptation de l'emprunteur est nécessaire et doit être mentionnée sur le warrant industriel. En pareil cas, la vente est toujours faite en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal de Commerce. Nous connaissons toutes ces modalités qui sont reproduites des précédentes institutions.

D. — OBLIGATION DE GARANTIE

L'article 6, paragraphes 2 et 3 stipule :

A tout moment, le porteur du warrant peut sur simple requête présentée au président du Tribunal de commerce du lieu de conservation du gage, faire désigner un huissier ou un autre mandataire de justice à l'effet de constater l'état du stock warranté.

Sur ce constat et s'il en résulte que le stock a subi des diminutions, le porteur du warrant peut assigner en référé devant le même magistrat à l'effet de voir

prononcer l'exigibilité immédiate du warrant, laquelle sera toujours accordée.

E. — CONSÉQUENCE DE LA RÉALISATION DU WARRANT

L'extinction du warrant provoque la radiation de l'inscription.

Cette radiation intervient soit à la demande du souscripteur, sur la justification du remboursement de la créance garantie par le warrant industriel ou d'une main-levée régulière, soit d'office après deux ans.

CONCLUSION

Il est difficile, au moment où nous achevons cette étude, de dire dans quelle mesure les destinées des deux premiers warrants industriels étudiées, ont réalisé le vœu du législateur, qui était de venir en aide aux industriels tenus de constituer des stocks de sécurité en vue de la réalisation d'un programme de Défense Nationale.

Toutefois, il est certain que les facilités mises à la disposition de ces industriels ont largement été utilisées, et en ce qui concerne notamment les warrants sur stock, les opérations de warrantage ont porté sur des sommes très importantes.

Si l'on tient compte du fait que la mobilisation a été décrétée deux mois après la parution à *l'Officiel* du texte qui les a créés, on peut affirmer que les warrants sur stock étaient appelés à prendre un très grand développement.

Il est évident qu'étant donné les circonstances, ces deux warrants n'ont plus d'intérêt actuel.

Par contre, le warrant industriel est appelé dans un avenir très proche à jouer un grand rôle dans le financement du projet de reconstruction économique envisagé par le Gouvernement.

Au lendemain de l'Armistice, la situation de l'industrie et du commerce s'avère très grave. La cessation des hostilités a entraîné l'arrêt des fabrications

militaires, l'adaptation des usines aux conditions nouvelles créées par l'armistice est rendue particulièrement malaisée par suite de la séparation de la France en deux zones, par suite de l'impossibilité presque complète où se trouve la France d'importer les matières premières comme d'exporter ses produits.

Hier l'Etat était le principal, sinon le seul, client des industriels ; aujourd'hui l'Etat suspend ses achats de guerre, et arrête ses marchés.

La lettre d'agrément et les avantages qu'elle confère, — notamment la possibilité de warrantage, — est la formule qui permet de passer de l'économie de guerre à une économie de temps de paix.

Le redressement économique ne saurait être l'œuvre d'un miracle :

L'Etat se doit par ses initiatives d'organiser une économie de transition et de procurer ainsi rapidement du travail aux ouvriers et aux patrons.

Le redressement économique ne peut être que le fruit de l'effort de chacun et de la volonté de tous de l'opérer.

Il nous semble très caractéristique à cet égard que l'une des toutes premières mesures que le Gouvernement ait prises en vue de ce redressement ait été de généraliser l'institution du warrant dont nous avons essayé d'analyser dans cette étude quelques applications récentes.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE

Volume..... n°

WARRANT-STOCKS

(Décret du 24 Juin 1939)

pour Frs

Autorisation de M. le Ministre
responsable de la marchandise

Convention passée avec l'Etat

Condition de la détention du gage

Description du stock warrantable
(nature, quantité, qualité, valeur, situation)

Warrants préexistants

Marchandises affectées au Warrant
(nature, qualité, quantité, valeur, situation)

Montant du Warrant
(en toutes lettres)
échéance

Clauses particulières du warrant

Assurances

Dispense accordée
au porteur escompteur réescompteur
de se révéler au Greffe

Nom, prénoms, profession, adresse élection de domicile	} du sous- cripteur
--	------------------------

profession, adresse	{ du tiers détenteur du prêteur
Nom, prénoms,	{ du ou des assureurs

....., le, 19...
« Vu et pris note en exécution de l'article 7
du décret-loi du 24 juin 1939 »

Le tiers-détenteur,

Le Souscripteur,

Le Greffier,

Timbre proportionnel de 0.15 %
ou visa pour timbre.

B. P. F.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE

WARRANT PÉTROLIER

Le 19.., au Greffe du Tribunal de Commerce de, et devant nous, Greffier, a comparu :

M. (nom, prénoms, qualité et domicile) ;

Agissant en son nom personnel (ou bien : en qualité de directeur, administrateur, etc... de la Société dont le siège est à et comme autorisé à l'effet des présentes par le Conseil d'administration de ladite Société à la date du) ;

Ledit M. (ou bien : la Société) titulaire d'une autorisation spéciale d'importation conformément à la loi du 30 mars 1928 ;

Lequel a déclaré vouloir emprunter la somme de (en toutes lettres) remboursable le (échéance), contre le présent warrant pétrolier ;

Et vouloir à la garantie de cette somme warranter, conformément à la loi du 21 avril 1932 (quantité, nature et qualité de la marchandise warrantée) conservés par à dans (désignation précise des bacs, réservoirs, etc... dans lesquels sont déposés les produits warrantés) ;

Lesdites marchandises représentant au cours actuel de, une valeur globale de

CLAUSES ET CONDITIONS PARTICULIÈRES

Les installations ci-dessus désignées dans lesquelles sont conservés les produits warrantés sont la propriété de l'emprunteur (ou bien : ont été données à bail à l'emprunteur par, suivant acte en date du, enregistré à le moyennant un loyer annuel de

dont tous les termes échus et exigibles sont actuellement réglés).

Lesdites installations ainsi que les marchandises warrantées sont assurées contre les risques d'incendie à la Compagnie de dont le siège est à en vertu d'une police n° en date du dont les primes échues et exigibles sont actuellement réglées.

Cette assurance s'applique :

- aux installations pour une somme de ;
- aux marchandises, ne devant pas excéder la quantité de pour une somme de

L'emprunteur s'engage à justifier à tout moment et à première demande du porteur du warrant de l'exact paiement du loyer et des assurances, le montant de l'effet devenant de plein droit exigible à défaut de justification sur l'un ou l'autre de ces points trois jours après un simple avis par lettre recommandée.

L'emprunteur déclare n'avoir consenti sur ses stocks aucun warrant actuellement non remboursé (ou bien : déclare avoir déjà constitué sur les marchandises ci-dessus les warrants ci-après).

Il s'engage à maintenir dans les installations ci-dessus décrites, en même nature et qualité, une quantité de tonnes de marchandises warrantées et cela à peine d'exigibilité immédiate du warrant au cas où le gage serait abaissé au-dessous de cette quantité.

Le porteur du warrant pourra à tout moment, par lui-même ou ses préposés, vérifier la nature et consistance du gage.

La somme de formant le montant du présent warrant sera productive de plein droit d'intérêts au taux de % l'an, à partir du lendemain de l'échéance, à défaut de paiement exact à cette échéance.

(Clause facultative : l'emprunteur déclare qu'il crée ce jour, sur les marchandises ci-dessus désignées warrants pétroliers, de chacun frs ensemble frs ; que le présent warrant est compris dans ce nombre ; qu'il entend que tous ces warrants viennent en concurrence entre eux et que

chaque porteur ait le même rang et les mêmes droits, actions et privilèges sur les produits warrantés, dans la mesure de sa créance) ;

Et le comparant a signé avec nous.

A, le

Signatures de l'emprunteur et du greffier.

Sceau du tribunal de commerce.

TRANSCRIPTION

Transcrit le présent warrant sur le registre spécial volume
..... n°

Il existe sur les marchandises présentement warrantées
..... warrants antérieurs, pour une somme totale de

(Ou bien : il n'existe pas de warrants antérieurs sur les
marchandises présentement warrantées).

A, le (même date que ci-dessus).

Le Greffier (signature et sceau).

Bon pour transfert du présent warrant à l'ordre de
..... (nom et adresse).

A, le

Signature de l'emprunteur.

BIBLIOGRAPHIE

- BIHEL. — Le pétrole et l'Etat. Ed. des Presses Modernes, Thèse, Paris, 1938.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français, 8^e éd.
- DIDION. — Le régime des entrepôts d'hydrocarbures. Thèse, Paris, 1939.
- GRÉGORY. — Le régime des pétroles en France. Sirey, 1934.
- GUICHARD. — La législation et la réglementation pratique de l'industrie du pétrole. Ed., 1937.
- JOUBERT. — Le Warrantage des produits agricoles. Thèse, Paris, 1933.
- JOSSERAND. — Cours de droit civil positif français. 2^e éd.
- A. LACOUR. — Précis de droit commercial français. 1933, nouveau supplément aux tomes I et II.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial. Tome III.
- PLANIOU. — Traité élémentaire de droit civil, 12^e éd.
- PLANIOU et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français.
- DALLOZ. — Répertoire pratique. Add. 1938.
- THALLER et PERCEROU. — Traité élémentaire de droit commercial. 8^e éd., 1931.

PÉRIODIQUES

- « Annales de l'Office National des Combustibles liquides. »

- « Le Courrier du pétrole, des combustibles liquides, et des Mines. »
- « Les Etudes Pratiques de droit commercial ». (1937).
Edgard Faure : « Les Warrants Pétroliers ».
- « Le Guide du Pétrole ». Ed. Lesourd, Paris.
- « Oil and gas Journal ». Numéro spécial du 28 décembre 1939.
- « Revue Pétrolifère », 23, Rue de Constantinople, Paris.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE	
LE WARRANT PÉTROLIER	15
CHAPITRE PREMIER. — <i>Elaboration de la loi du</i> <i>21 avril 1932</i>	17
<i>Section I.</i> — Les travaux préparatoires	18
A. Proposition de loi de MM. Jean Bosc, Néron et Toy-Riont	18
B. Rapport de M. Manceau au Sénat ..	19
C. Avis de l'Office National des combustibles liquides	21
D. Rapport de M. Julien Durand à la Chambre	24
<i>Section II.</i> — Accueil fait à la loi	25
CHAPITRE II. — <i>Economie du warrant pétrolier</i>	29
<i>Section I.</i> — Conditions de création et de fonctionnement du warrant pétrolier	33
A.	
a) fond	33
b) forme	33
B. Circulation du warrant, endossement, escompte, réescompte, aval	36
C. Obligations de l'emprunteur	42
D. Droits du porteur	44
E. Garantie du droit des tiers : publicité	48
<i>Section II.</i> — Réalisation du warrant	52
A. Paiement avant l'échéance	52

B. Paiement à l'échéance	55
C. Paiement forcé	55
D. Obligation de garantie et non conformité	58
E. Conséquences de la réalisation du warrant	60
 DEUXIÈME PARTIE	
LE WARRANT SUR STOCKS	63
CHAPITRE PREMIER. — <i>Origine du warrant sur stocks</i>	65
<i>Section I.</i>	
A. Projet de loi tendant à ouvrir des crédits exceptionnels pour la défense nationale	65
B. Le décret du 2 mai 1938	67
<i>Section II.</i>	
A. Projet de décret-loi et décret-loi du 24 juin 1939	70
CHAPITRE II. — <i>Economie du warrant sur stocks</i>	76
<i>Section I.</i> — Conditions de création et de fonctionnement du warrant sur stocks ..	81
A.	
a) fond	81
b) forme	81
B. Circulation du warrant. Endossement. Escompte. Réescompte. Aval	83
C. Obligations de l'emprunteur et du tiers détenteur	85
D. Droits du porteur	89
E. Garantie du droit des tiers. Publicité	92
<i>Section II.</i> — Réalisation du warrant	93
A. Paiement avant l'échéance	93

B. Paiement à l'échéance	93
C. Paiement forcé	94
D. Obligation de garantie	97
E. Conséquences de la réalisation du warrant	97

TROISIÈME PARTIE

LE NOUVEAU WARRANT INDUSTRIEL	99
CHAPITRE PREMIER.	101
<i>Section I.</i> — Origine du warrant industriel	101
<i>Section II.</i> — La lettre d'agrément	105
A. Définition	105
B. Classification	105
C. Délivrance	107
D. Utilisation	111
CHAPITRE II. — <i>Economie du warrant industriel</i>	114
<i>Section I.</i> — Condition de création et de fonctionnement du warrant	115
A.	
a) Condition de fond	115
b) Condition de forme	115
B. Circulation du warrant	118
C. Obligation de l'emprunteur	118
D. Droits du porteur	119
E. Garantie du droit des tiers. Publicité	120
<i>Section II.</i> — Réalisation du warrant	120
A. Paiement avant l'échéance	120
B. Paiement à l'échéance	121
C. Paiement forcé	121
D. Obligation de garantie	122

E. Conséquence de la réalisation du warrant	123
CONCLUSION	125
ANNEXES	127
BIBLIOGRAPHIE	131
TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES	133

Vu : Pour le Doyen,
L'ASSESEUR,
GILBERT GIDEL.

VU : LE PRÉSIDENT
DE LA THÈSE,
MAURICE PICARD.

Vu et permis d'imprimer :
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS
CH. ROUSSY.

IMPRIMERIE
H. JEHAN
GAILLON (Eure)

